

# SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération

## 2. Plan d'Aménagement et de Développement Durable

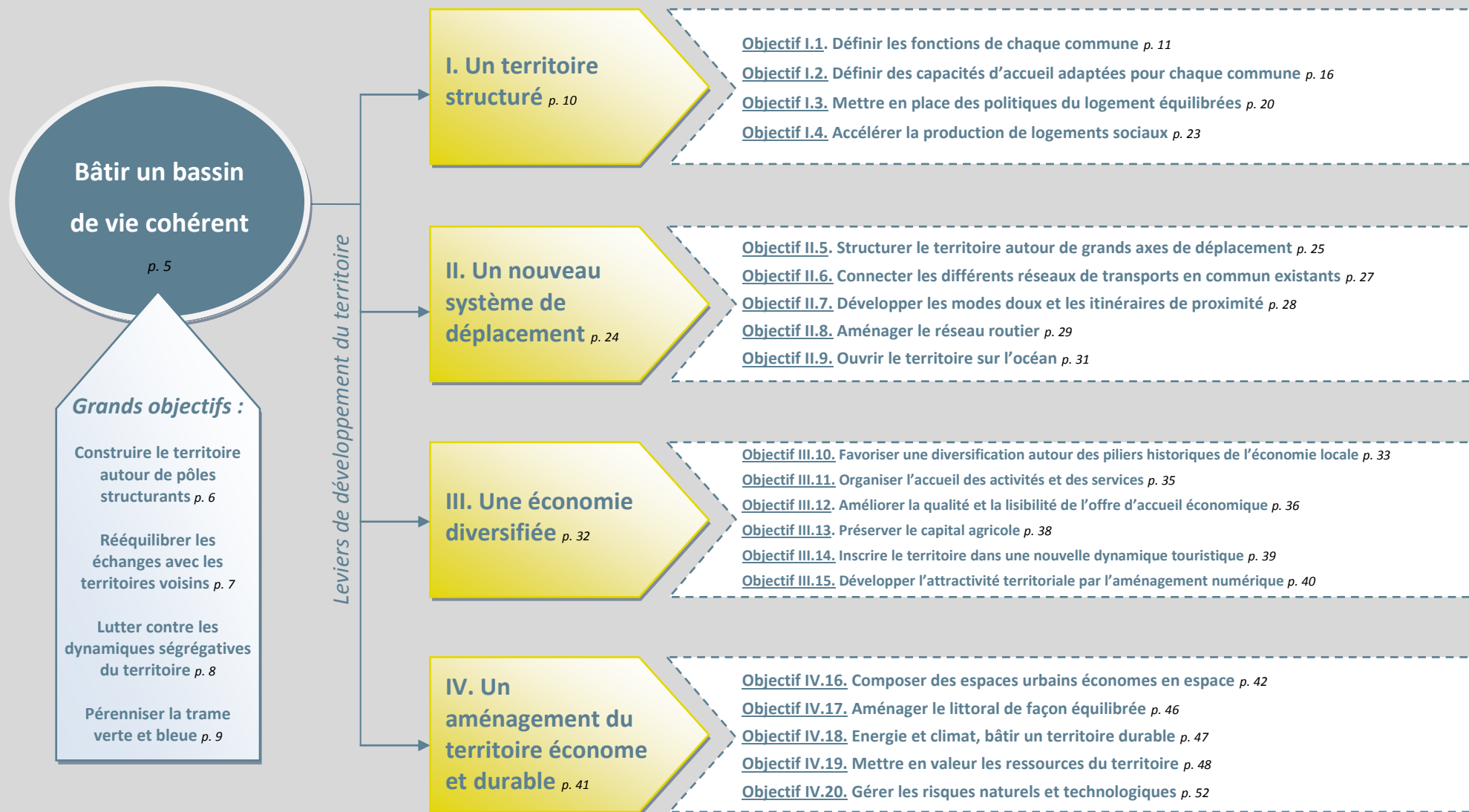
Document approuvé le 23 mai 2013



CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION  
CS 50636 – 29186 CONCARNEAU Cedex  
Tél : 02.98.97.71.50 – Fax : 02.98.97.71.51  
Mail : [scot@concarneaucornouaille.fr](mailto:scot@concarneaucornouaille.fr)



# Sommaire du PADD du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération



# Avant propos

*« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. »*

*Art. L110 du code de l'urbanisme*

Ainsi Concarneau Cornouaille Agglomération et ses neuf communes membres ont leur rôle à jouer afin *« d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de leurs besoins et de leurs ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements ».*

*Art. L110 du code de l'urbanisme*

Dans ce cadre, l'agglomération élabore son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) pour lequel une Approche Environnementale de l'Urbanisme est mise en œuvre. Cette démarche doit permettre au SCoT, document d'urbanisme encadrant les PLU, de mieux prendre en compte la maîtrise de l'énergie et les impacts des aménagements sur l'environnement.

L'intégration des travaux du Grenelle de l'environnement doit permettre de replacer la nature au centre des projets d'aménagement et de penser de nouvelles modalités d'urbanisation.

Repenser nos modes de consommation de l'espace, tel est le défi que nous devons tous relever.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) constitue le document politique du SCoT, exprimant les objectifs de la collectivité locale en matière d'urbanisme, d'environnement, de déplacements, de développement économique et social à l'horizon 20 ans.

Ce document expose dans un premier temps les **quatre grands objectifs supra communautaires** qui concernent les relations qu'entretient le territoire avec ses territoires voisins :

- Construire les territoires autour de pôles structurants ;
- Rééquilibrer les échanges avec les territoires voisins ;
- Lutter contre les dynamiques ségrégatives ;
- Pérenniser la trame verte et bleue.

Dans un second temps, **20 objectifs, les leviers du développement** du territoire, sont déclinés et hiérarchisés dans quatre chapitres sur l'armature du territoire, le système de déplacement, la diversification de l'économie et l'aménagement économe et durable du territoire.

**Jean-Claude SACRÉ**

# Introduction : bâtir un bassin de vie cohérent

Les grands objectifs pour le territoire, une communauté en Bretagne :

- Construire un territoire autour de pôles structurants
- Echanger avec les territoires voisins
- Lutter contre les dynamiques ségrégatives du territoire
- Pérenniser la trame verte et bleue



*L'attractivité du littoral de CCA a pour corollaire des développements urbains significatifs, qu'il est primordial d'encadrer afin de ne pas altérer ce qui fonde la spécificité de ces espaces emblématiques. Photo : Ferrand*



*Développements périurbains récents sur la commune d'Elliant. Photo : Terres Neuves*



*Paysage rural de la commune de Tourc'h. Photo : Terres Neuves*

## Construire un territoire autour de pôles structurants

### Les enjeux du territoire

Le développement du territoire est envisagé en se basant sur le **potentiel de développement de chaque commune**. Celui est défini selon des critères fondamentaux : la capacité à être desservi par des transports publics performants, le rôle structurant de l'espace agricole et de l'environnement naturel, mais aussi le potentiel de développement économique ou encore les caractéristiques du parc de logements, l'alimentation en eau potable et l'assainissement collectif.

Le PADD positionne donc les communes au sein d'une nouvelle organisation urbaine, en s'appuyant sur quatre grandes familles (cf. carte ci-contre)

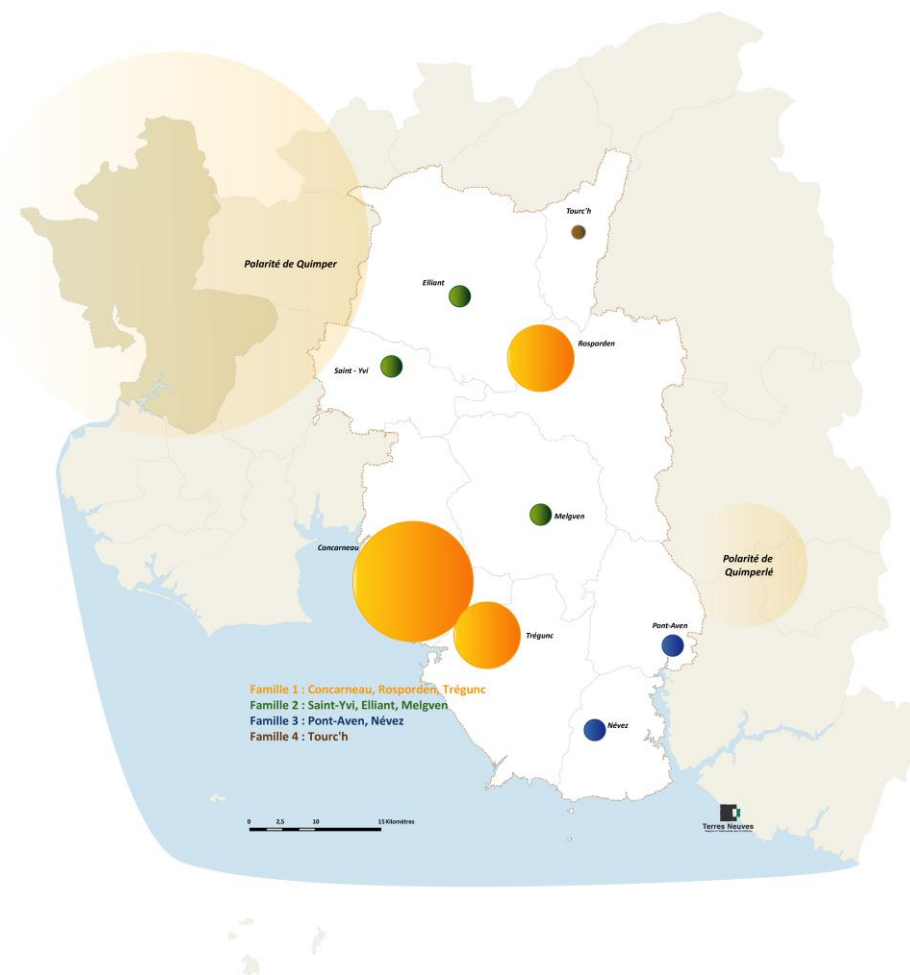
### Les cibles du territoire, les principes fondamentaux d'une nouvelle structuration urbaine :

- **Affirmer des pôles structurants** suffisamment attractifs pour éviter une trop forte dépendance vis-à-vis de Quimper et Quimperlé/Lorient. Il s'agit du pôle de Concarneau / Trégunc, lié par des enjeux urbains, économiques paysagers et environnementaux communs, et du pôle secondaire de Rosporden.
- **Définir une typologie communale différenciée**, car chaque commune ne doit pas subir une croissance qu'elle ne peut pas –ou mal- contenir. Chaque spécificité communale doit pleinement s'exprimer.
- **Stopper le mitage et l'étalement urbain** en proposant des capacités d'accueil et des formes urbaines en lien avec le potentiel de développement de chaque commune :
  - **Freiner les effets pervers de la périurbanisation** liée à la polarité quimpéroise, par des croissances démographiques adaptées ;
  - **Stopper les phénomènes de mitage et de conurbation sur la frange Littorale ;**
- **Préserver les motifs paysagers du territoire et son capital agricole et naturel**, par la pérennisation de la trame verte et bleue, à protéger ou à restaurer, notamment à proximité des centres urbains et du littoral.

Les objectifs et les fonctions propres à chaque famille seront déclinés dans le premier chapitre du PADD relatif à l'armature urbaine du territoire (cf. I. Un territoire structuré).

Carte n°1

Typologie des communes de CCA : les familles



## Rééquilibrer les échanges avec les territoires voisins

### Les enjeux du territoire :

Concarneau Cornouaille Agglomération est un territoire ouvert et multipolaire, principalement tourné vers Quimper mais aussi vers Quimperlé et Lorient (cf. carte ci-contre). Il se positionne au cœur d'un axe majeur de flux entre Quimper et Vannes, la RN 165.

La polarité de Quimper exerce une attraction urbaine et économique forte sur l'ensemble du territoire du SCoT. Cette polarité s'observe notamment par des flux de déplacements, et des échanges commerciaux importants mais aussi par une périurbanisation progressive marquée sur certaines communes du Nord : Saint-Yvi, Elliant et Melgven.

A titre d'exemple, en 2007, les déplacements domicile-travail dans le sens CCA vers Quimper par la RN165 concernait 2462 personnes contre 880 dans le sens Quimper vers le territoire de CCA.

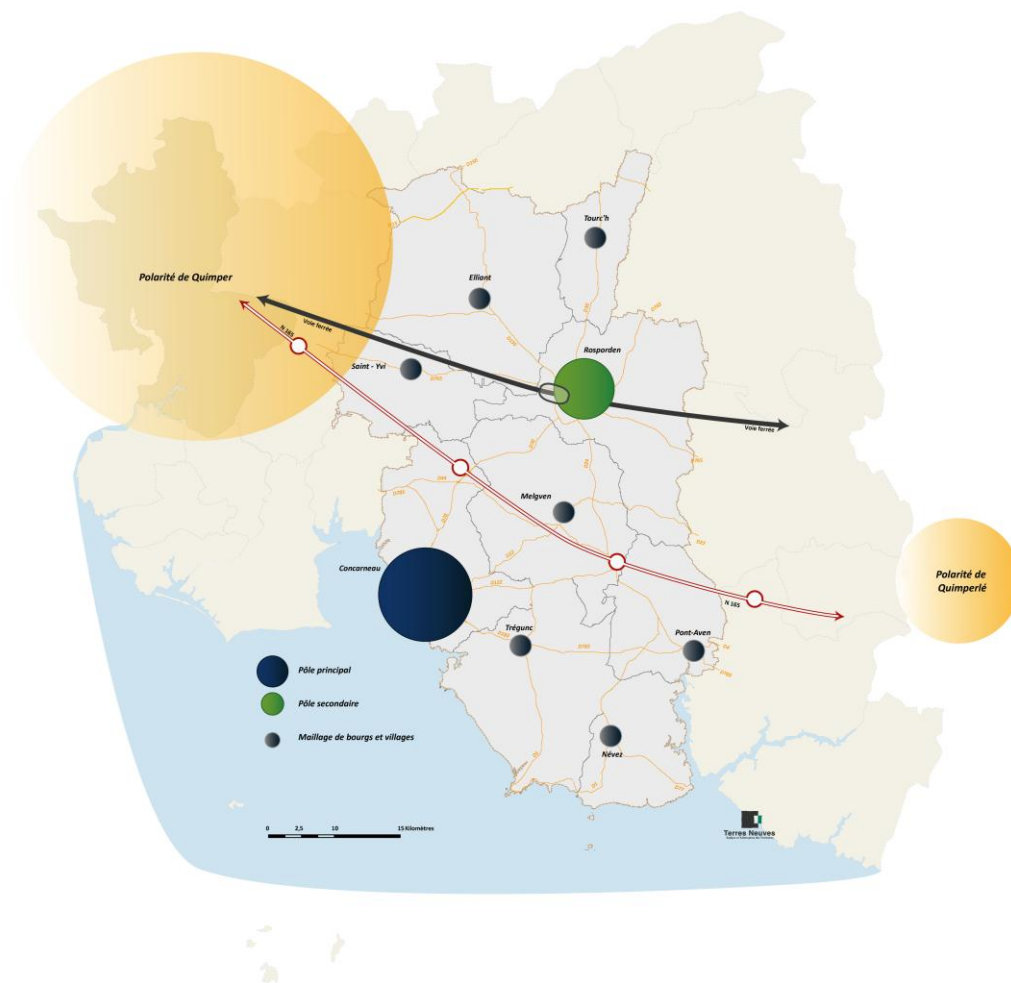
### Les cibles pour le territoire :

- Maintenir les échanges avec les polarités voisines ;
- Renforcer l'attractivité du territoire en termes d'emplois, de services, d'équipements et de commerces ;
- Conforter les polarités de Concarneau et Rosporden.

Les objectifs concernant le renforcement des polarités du territoire seront déclinés dans le premier chapitre du PADD relatif à l'armature urbaine du territoire (cf. I. Un territoire structuré) et les objectifs concernant les transports et les déplacements seront traités dans le deuxième chapitre (cf. II. Un nouveau système de déplacement).

Carte n°2

Rééquilibrer les échanges avec les territoires voisins





## Lutter contre les dynamiques ségrégatives du territoire

### Les enjeux du territoire :

De nombreux facteurs soulignent une dynamique différenciée entre le Nord et Sud du territoire, la RN 165 marquant physiquement ce phénomène.

Au Nord, l'attraction de Quimper :

- Une dynamique démographique plus importante ;
- Un indice de jeunesse plus élevé ;
- Des effectifs scolaires en augmentation.

Au Sud, l'attraction du littoral :

- Une part des retraités plus importante ;
- Une part de l'emploi et des entreprises plus importante ;
- Une part des résidents secondaires très élevée ;
- Des effectifs scolaires en diminution.

Cette dichotomie, de plus en plus prononcée, entraîne des conséquences directes en matière de politiques publiques : localisation des équipements scolaires, pour les personnes âgées, création de logements, de parcs et zones d'activités...

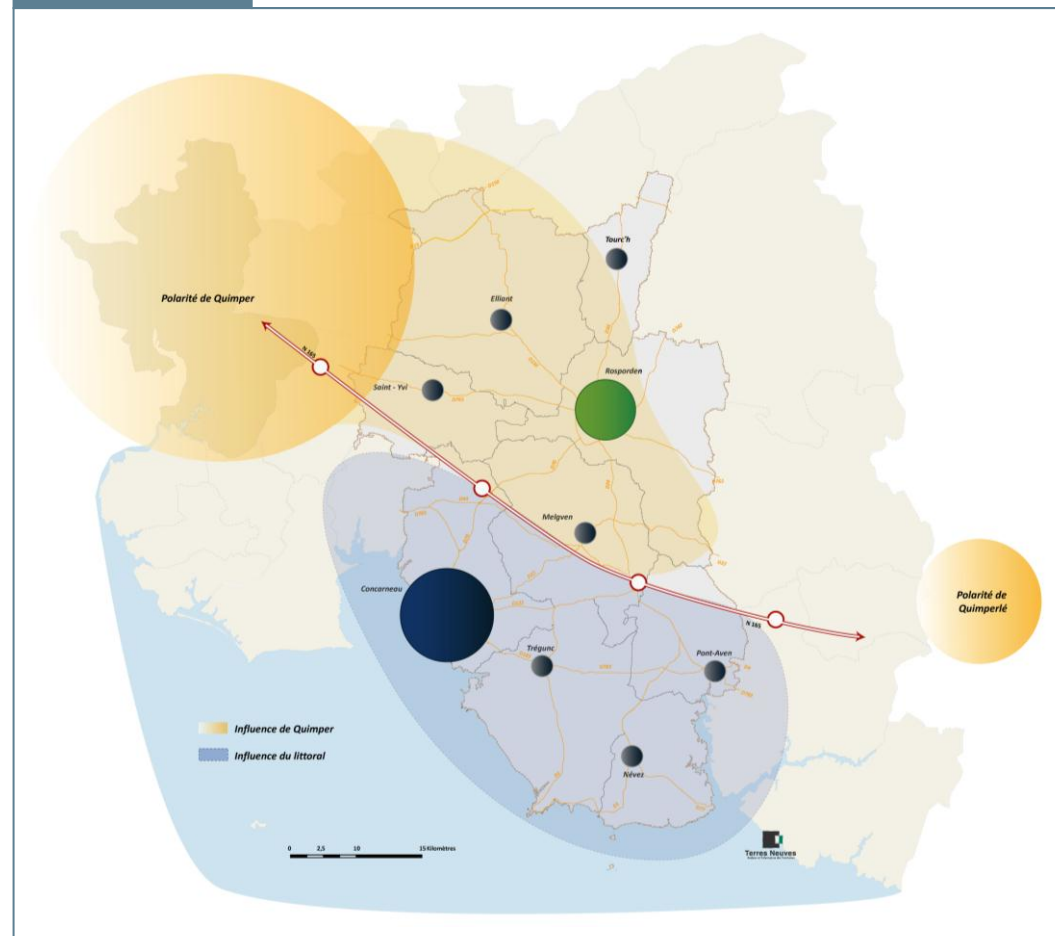
### Les cibles pour le territoire :

- Définir des capacités d'accueil partagées selon les différentes familles de communes ;
- Développer les investissements publics (équipements et services) structurants ;
- Mettre en place une politique du logement permettant à « tous et partout » de suivre un parcours résidentiel sans rupture ;
- S'appuyer sur une nouvelle offre en transport public ;
- Contribuer à un rééquilibrage territorial de l'emploi et des entreprises entre le nord et le sud.

Ces objectifs seront déclinés dans les trois premiers chapitres du PADD relatifs à la définition des capacités d'accueil et des politiques de logement (cf. I. Un territoire structuré), à l'offre de transports (cf. II. Un nouveau système de déplacement) et à la localisation des emplois et des entreprises (cf. III. Une économie diversifiée).

Carte n°3

Freiner les dynamiques ségrégatives du territoire





## Pérenniser la trame verte et bleue

### Les enjeux du territoire :

Etat Initial de l'Environnement : « *Malgré de nombreux obstacles, le fonctionnement écologique de l'agglomération est naturellement bien doté. En effet les nombreuses vallées et notamment l'Aven et le Jet structurent l'ensemble du territoire et permettent les échanges entre grandes entités naturelles (intérieur des terres et littoral) ».*

Milieus littoraux, zones humides, « forêts linéaires » dessinés par le bocage, vallées, prairies et milieux humides... structurent le territoire en corridors écologiques et en paysages formant le socle territorial du projet.

La mise en évidence de ce socle par l'identification d'une trame « verte et bleue », contribue pleinement à la structuration du territoire. La lisibilité, tant spatiale que temporelle de cette trame, contribue à la qualité du bassin de vie du territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération.

### Les cibles pour le territoire :

- S'appuyer sur la « structure verte et bleue » pour faire évoluer les modes d'habitation ;
- Stopper l'étalement urbain et le mitage, qui coupent et fragmentent les continuités naturelles et agricoles de la trame verte et bleue ;
- Préserver le capital agricole et environnemental, et assurer leurs connexions. Pour cela, de nombreuses continuités fragilisées sont à maintenir, à restaurer ou à créer, notamment sur les communes littorales.

Les objectifs propres à la pérennisation de la trame verte et bleue et aux nouvelles modalités d'urbanisation seront déclinés dans le quatrième chapitre du PADD relatif à l'aménagement économe et durable du territoire (cf. IV. Un aménagement du territoire économe et durable).



*Fonction écologique réduite par la coupure d'une vallée par la RN 165 au nord de Concarneau*



*Fonction d'interface terre-mer à Loc'h Ven sur la commune de Trégunc*

# I. Un territoire structuré

Objectif I.1. Définir les fonctions de chaque commune

Objectif I.2. Définir des capacités d'accueil adaptées pour chaque commune

Objectif I.3. Mettre en place une politique du logement équilibrée

Objectif I.4. Accélérer la production de logements sociaux



Réalisation : J.P. FERRAND, Consultant en Environnement

*Face aux développements urbains récents, le territoire à besoin d'être équilibré, en prenant appui sur des pôles aux capacités d'accueil différenciées.*

*Source : Ferrand*

## **Objectif I.1. Définir les fonctions de chaque commune**

### **I.1.1. Objectifs et fonctions de la famille 1 : Concarneau-Trégunc et Rosporden**

#### ***Conforter la fonction structurante de Concarneau***

##### **Les enjeux du territoire :**

Concarneau est le pôle urbain et économique du territoire, proposant une offre étoffée d'équipements, de services et de commerces. C'est aussi une ville exceptionnelle par son patrimoine et son histoire qui lui confèrent une image et une notoriété qui rejaillissent sur l'ensemble du territoire.

##### **Les cibles pour le territoire, conforter la fonction structurante de Concarneau comme le moteur d'affirmation du bassin de vie de CCA :**

- Une politique de l'habitat volontariste en termes de production de logements et de logements sociaux ;
- Une offre de logements privilégiant la mixité des formes, la composition, la recherche de densité et le réinvestissement urbain ;
- Une valorisation et une diversification des filières économiques au sens large et des filières littorales en particuliers ;
- Une offre cadencée de transports publics entre la gare de Rosporden et le centre ville de Concarneau ;
- Un pôle touristique à forte valeur environnementale et culturelle en lien avec les cibles de la famille 3 ;

#### ***Développer Rosporden comme point d'appui stratégique de l'arrière pays.***

##### **Les enjeux du territoire :**

Rosporden est un pôle d'équilibre essentiel dans la nouvelle armature territoriale. Ses spécificités économiques (notamment dans l'agro alimentaire), son offre d'équipements et de services contribue, après Concarneau, à définir une capacité d'accueil importante à l'échelle de CCA.

Rosporden possède également la gare ferroviaire du territoire, remarquablement située au centre du périmètre intercommunal et desservant également les territoires voisins (Coray, la Forêt-Fouesnant...).

##### **Les cibles pour le territoire, l'affirmation de la connexion avec Concarneau :**

- Renforcer les réseaux de transport entre Rosporden et Concarneau, afin d'affirmer la polarité des deux villes et de desservir l'ensemble du territoire ;
- Accompagner un projet urbain (cf. objectif II.6) sur la gare de Rosporden pour doter le territoire de CCA d'un pôle multimodal structurant.



## Associer Trégunc à Concarneau pour un développement urbain cohérent

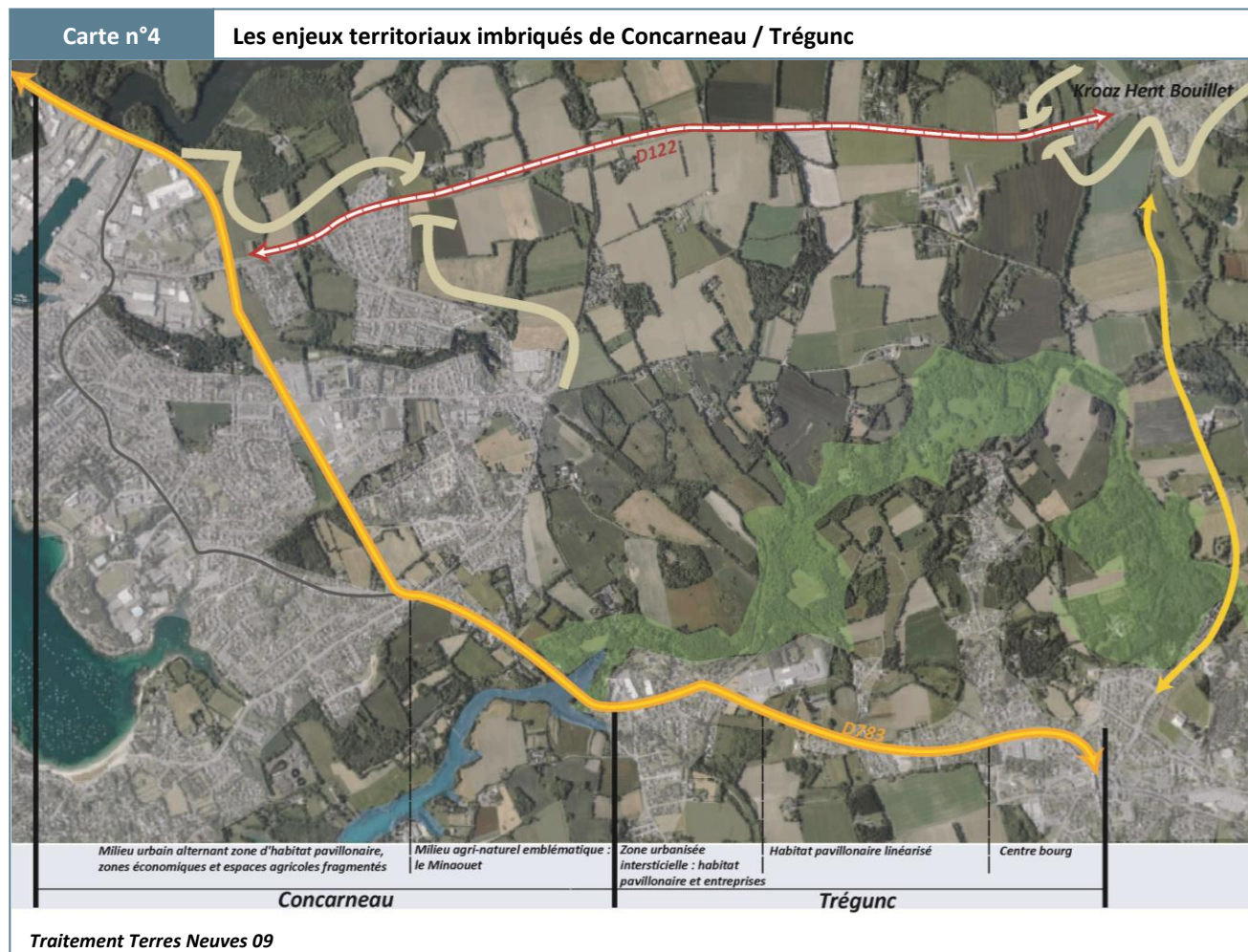
### Les enjeux du territoire :

Concarneau et Trégunc sont liées par une imbrication d'enjeux territoriaux, urbains, économiques et de flux de déplacement (cf. *carte ci-contre*), amplifiés par une entrée stratégique depuis l'échangeur de Kerampaou par la RD122.

Les extensions urbaines récentes le long de la RD783 ont rapproché les villes de Concarneau et Trégunc, pour aboutir à une continuité urbaine seulement interrompue par le Minaouët.

### Les cibles pour le territoire :

- Aménager de manière urbaine la RD 783, en privilégiant un partage de la voirie lisible et sécurisé entre automobiles, bus, cycles et piétons ;
- Protéger par une coupure d'urbanisation le secteur du Minaouët constituant un sas agri-paysager (trame verte et bleue) emblématique ;
- Aménager la RD 122 depuis l'échangeur de Kérampaou. La voirie et l'habitat ne sont pas adaptés au trafic en termes de flux et de volume (poids lourds), lié à l'importance stratégique de ce secteur, entraînant un report de circulation sur Pont-Aven et Trégunc. L'entrée nord-est de Concarneau et le village de Kroaz Hent Bouillet constituent des enjeux majeurs de cet aménagement.



## **Famille 1, Concarneau-Trégunc et Rosporden : les fonctions privilégiées**

### **Les enjeux du territoire :**

L'enjeu pour les communes aux fonctions structurantes majeures, est d'équilibrer le fonctionnement de CCA en termes de déplacement, de services et d'équipements publics, tout en préservant un potentiel agri-environnemental à forte valeur ajoutée et à grande qualité paysagère.

### **Développer ou accueillir des fonctions nouvelles :**

- **Des Pôles d'échanges multimodaux (PEM).** Il s'agit de composer de véritables espaces de partage pour l'ensemble des modes (car, train, voiture, vélos). Pour favoriser l'émergence de ces quartiers, on veillera à ce que les parkings ne phagocytent, ni ne fragmentent l'espace, en favorisant la desserte plutôt que le stationnement :
  - Les abords de la gare de Rosporden doivent permettre un accès facile, lisible et attractif aux bus et cars départementaux mais aussi aux voitures, cyclistes et piétons ;
  - La localisation d'un pôle d'échange lisible sur Trégunc ;
  - Le port de Concarneau constitue un potentiel fort pour un PEM. Il concentre ou peut concentrer : voiture, modes doux, cars départementaux, transport urbain et liaisons maritimes ;
  - Préserver le potentiel de reconversion de la gare de Concarneau et de ses abords ;
- **Des pôles commerciaux** (hyper/supermarché et commerces spécialisés). Toutes nouvelles créations d'hyper ou de supermarché devront se faire prioritairement sur ces communes. L'objectif n'est pas de concurrencer Quimper en matière de grandes surfaces, mais de se positionner comme offre alternative et spécialisée (ex. équipement de la personne). Chaque projet commercial doit être connecté à un réseau de transport public, intégré au tissu urbain existant et respecter la qualité paysagère et environnemental de l'espace dans lequel il s'insère ;

- **Des pôles de services et d'équipements de santé et d'enseignement d'ordre supérieur.** Les fonctions de santé, d'enseignement secondaire et supérieur sont contingentes d'une structure urbaine développée (poids démographique, réseaux de transports,...). Ainsi, ces équipements doivent être prioritairement envisagés sur les pôles structurants, notamment sur Concarneau pour renforcer la centralité de son hôpital ;
- **Des pôles d'équipements culturels et sportifs** (médiathèque, école de musique, salle de spectacle... aujourd'hui insuffisants, notamment sur Concarneau). Les pôles de Concarneau-Trégunc et Rosporden doivent être les lieux privilégiés d'accueil de ces équipements structurants, et constituer ainsi les têtes de réseaux des activités culturelles rayonnant sur l'ensemble du territoire de CCA ;
- **Des parcs d'activités et artisanaux.** Ces communes accueilleront les parcs d'activités stratégiques de CCA. La proximité d'un tissu urbain dense (équipements, services, commerces), ainsi que les facilités pour se déplacer, participent au développement des entreprises. Ces parcs s'inscriront en pleine complémentarité économique avec l'existant ;
- **Des pôles tertiaires.** L'activité tertiaire doit se localiser préférentiellement à Concarneau et Rosporden, afin de bénéficier d'une forte connexion au transport public, et de la proximité des services, équipements et commerces. De plus, ce type d'activité, peu consommatrice en foncier, se prête particulièrement bien à un projet de réinvestissement urbain ;
- **Des pôles d'habitat social.** Concarneau, Rosporden et Trégunc sont les lieux d'accueil privilégiés des opérations d'habitat social ;

Chaque projet d'aménagement ou d'équipement, qu'il soit à vocation d'habitat, commerciale, de service, artisanale ou tertiaire doit valoriser la proximité d'un réseau de transports publics et veiller à s'adapter au contexte urbain, afin d'éviter tout développement anarchique ;

- **Des fonctions agricoles spécialisées** organisées autour du maraîchage et des productions légumières, notamment pour alimenter l'agroalimentaire ainsi que différentes formes de filières courtes (agriculture biologique...).

### I.1.2. Objectifs et fonctions des familles 2 et 4 : Saint-Yvi, Elliant, Melgven et Tourc'h.

#### *Les communes rurales et périurbaines aux fonctions résidentielles nouvellement développées et aux fonctions rurales affirmées*

##### **Les enjeux du territoire :**

Les bourgs ruraux de l'intérieur, comme Saint-Yvi et Elliant, connaissent une dynamique périurbaine forte, liée à la proximité de Quimper. La commune de Melgven se distingue des deux premières par sa situation entre les deux pôles structurants de CCA (Concarneau et Rosporden), se définissant ainsi comme une commune multipolarisée, à la dynamique constructive forte.

Une meilleure adéquation entre capacité d'accueil et espace à urbaniser rééquilibrera le développement de chacune des communes tout en limitant leur impact sur l'environnement (I.4 et IV).

Tourc'h est une commune rurale qui représente une part importante de l'économie agricole (commune comptant le plus de sièges d'exploitation) avec cependant une dynamique démographique plus modérée (+0.4% par an). Que les trois communes périurbaines.

##### **Les cibles pour les communes d'Elliant, Melgven et Saint-Yvi :**

- Préserver la qualité de vie de ces communes, par l'action sur la maîtrise des coûts du foncier et la pérennisation de l'offre commerciale de proximité, de l'artisanat et de la vie associative ;
- Maîtriser le développement urbain récent en relation avec le dynamisme démographique ;
- Préserver leur capital agricole.

##### **Les cibles pour la commune de Tourc'h :**

- Connecter la commune à l'espace communautaire ;

- En préservant son capital agricole, ouvrir des possibilités d'extension urbaine, en veillant à ce que la pression agricole n'étrangle pas le bourg.

#### *Familles 2 et 4, les fonctions privilégiées*

##### **Les enjeux du territoire :**

Ces communes connaissent des dynamiques démographiques récentes importantes. Leur besoin en équipements, services, commerces progressent rapidement et devront tendre vers une plus grande adéquation entre besoins et offre existante.

##### **Assurer des fonctions intermédiaires :**

- **Une connexion lisible et cadencée aux réseaux de transports publics** afin de relier ces communes aux pôles structurants du territoire ainsi qu'à l'agglomération de Quimper. Saint-Yvi, Elliant, Melgven et Tourc'h sont faiblement desservies par les transports publics actuellement.
- **Des pôles commerciaux secondaires** permettant d'offrir à la population des commerces de proximité, complémentaires de ceux de Concarneau, Trégunc et Rosporden. Ces commerces se localisent soit en cœur de bourg pour le petit commerce de proximité (ex. épicerie), ou en continuité immédiate du centre bourg, pour la petite superette.
- **Des fonctions scolaires** dans l'enseignement élémentaire permettant de faire face à l'importante demande des habitants. Des systèmes de garde d'enfants associés à ces équipements scolaires sont recherchés, afin de faciliter le travail des parents sur l'extérieur.
- **Des parcs artisanaux de proximité** permettant de consolider l'emploi communal et assurer un service de proximité à la population. L'objectif est d'encourager l'artisanat local, en facilitant l'activité des artisans et le devenir de leur entreprise (ex. transmission de l'activité). Ces parcs artisanaux doivent être composés comme de véritables quartiers, suivant les mêmes exigences urbaines, environnementales et paysagères qu'un quartier d'habitat afin de

limiter les nuisances liées à la proximité entre quartier résidentiel et activités et de donner une image positive qui valorise les entreprises et la commune d'accueil.

- **Des équipements médicaux mutualisés.** Ces communes sont les lieux préférés de localisation des maisons médicalisées afin de répondre aux premiers besoins des habitants, dans le parcours de santé.
- **Des fonctions expérimentales sur l'habitat** en cherchant à innover dans la conception architecturale et urbaine de nouveaux quartiers urbains.
- **Des fonctions agricoles traditionnelles et diversifiées** dans des espaces où l'activité agricole est bien développée et économiquement viable mais où les phénomènes de périurbanisation de l'agglomération de Quimper et d'extension non maîtrisée de l'urbanisation (étalement urbain, mitage...) peuvent également créer des tensions, par un morcellement important des parcelles d'une même exploitation ;  
Les communes des familles 2 et 4 sont également le lieu privilégié pour la formation et l'éducation professionnelle en lien avec les activités agricoles.

### 1.1.3. Objectifs et fonctions de la famille 3 : Névez et Pont-Aven.

*Diversifier les fonctions des bourgs littoraux pour favoriser « la vie à l'année »*

#### Les enjeux du territoire :

Pont-Aven et Névez de part leur situation littorale, ont une fonction stratégique en terme d'image de marque et de développement touristique, patrimonial et culturel. Ces communes à forte notoriété doivent cependant trouver un équilibre entre économie touristique et résidentielle, et de nouvelles fonctions qui les rendront moins sensibles aux contrastes saisonniers.

Par ailleurs, la friche agricole progressant, notamment sur la commune de Névez, l'enjeu pour le territoire est d'assurer l'entretien des espaces ruraux et littoraux et d'en assurer la sécurité (risque incendie).

La fonction touristique est prépondérante pour Névez et constitue la base de son économie mais aussi de sa démographie. Névez se caractérise par une population estivale très importante, notamment à la faveur d'une très forte représentation des résidents secondaires.

La commune de Pont-Aven occupe une position atypique au sein du territoire de CCA dont il convient d'identifier les caractéristiques suivantes :

- En tant que Chef-lieu de Canton, elle remplit des fonctions que l'on retrouve dans celles de la famille 1 (collège, gendarmerie, trésor public...);
- Elle constitue un pôle culturel au fort rayonnement ;
- Définie comme une commune « littorale » (au sens de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral), elle se situe toutefois à 12 kilomètres de la première plage ;
- A l'instar des communes de la famille 2, elle conserve une production et un nombre d'exploitations agricoles important ;
- Enfin, elle assure une connexion entre le territoire et la COCOPAQ.

#### Les cibles pour le territoire, participer à l'accueil de population nouvelle :

- Conforter (Névez) ou valoriser (Pont-Aven) les croissances démographiques afin de pérenniser des structures urbaines développées (équipements scolaires, commerces et services intermédiaires).

### *Familles 3, les fonctions privilégiées*

**Cette famille regroupe les mêmes fonctions que la famille 2, auxquels il faut ajouter des fonctions spécifiques liées à la proximité du littoral.**

#### Favoriser « la vie à l'année » :

- **Des fonctions touristiques à forte valeur environnementale et culturelle.** La spécificité de ces communes, est la valeur patrimoniale et culturelle de leurs bourgs et villages. L'attractivité touristique basée sur la notoriété de Pont-Aven, ou la qualité des paysages littoraux de Névez, nécessite pour tirer pleinement profit de cette fonction, une exigence environnementale,



culturelle et patrimoniale forte. Cette exigence s'exprime dans le PADD par l'encouragement du développement touristique :

- Sans pénaliser les fondements paysagers et environnementaux par un développement urbain excessif ;
- Sans altérer la qualité patrimoniale et urbaine des centres bourgs et villages, par une monofonctionnalité exacerbée autour de l'activité touristique, et une « sanctuarisé » du cadre bâti.

- **Des fonctions résidentielles** à compléter permettant un parcours résidentiel pour tous et passant par la maîtrise des résidences secondaires.
- **Des fonctions agricoles à réinvestir** dans des espaces où le foncier agricole est soumis à de fortes pressions de la part d'autres activités économiques, du résidentiel et du tourisme notamment. Des solutions de diversification en lien avec ces économies sont à étudier (filère courte, tourisme à la ferme...).

## **Objectif I.2. Définir des capacités d'accueil adaptées pour chaque commune**

### **Les enjeux du territoire :**

Définir la capacité d'accueil permet notamment :

- de mieux maîtriser l'étalement urbain ;
- d'éviter l'artificialisation excessive des milieux agricoles et naturels ;
- de mettre en adéquation la croissance démographique avec l'offre de services et d'équipements ;
- de programmer la production de logements.

La capacité d'accueil, définie globalement pour le territoire, puis par famille et enfin par commune, est établie selon le potentiel de développement de chaque commune et de fonctions prises en charge par les familles.

### ***Concarneau Cornouaille Agglomération : un territoire de 57 000 habitants en 2030***

***(Taux d'évolution de population de 0,75% par an sur 20 ans)***

Pour bâtir le projet de territoire (politiques d'urbanisme, du logement, économique...), des scénarios ont été élaborés, basés sur une prospective suivant soit la tendance démographique actuelle, soit une démographie plus soutenue.

### **Les cibles pour le territoire : une croissance démographique renforcée :**

**Se préparer à accueillir 7 450 habitants supplémentaires et s'inscrire dans un renforcement de la dynamique démographique observée entre 1999 et 2010. Sur cette base, le territoire comptera 57 000 habitants en 2030.**

Entre 1990 et 2010, le taux de croissance démographique annuel sur le territoire est de 0.4% par an. Entre 1999 et 2010, celui-ci passe à 0,6% par an. Le PADD propose une croissance démographique renforcée entre 2010 et 2030 à 0.75% par an.

Ainsi, la population municipale du territoire du SCoT devrait évoluer de 49 557 habitants en 2010 à 57 000 habitants en 2030, soit une moyenne de 392 habitants supplémentaires par an sur 20 ans.

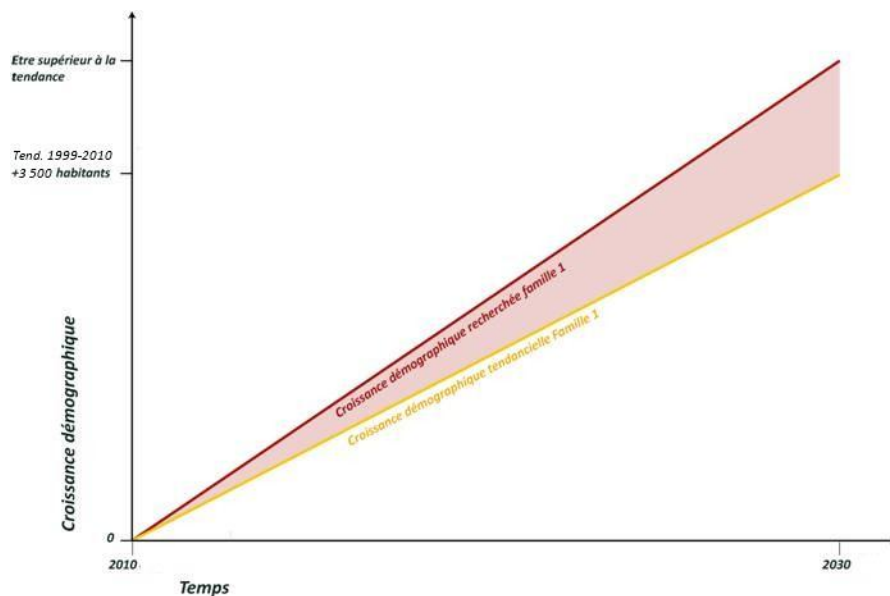
## Capacité d'accueil de Concarneau-Trégunc et Rosporden : conforter une centralité et affirmer des polarités

### Les enjeux du territoire :

Accueillir les ménages à proximité des principaux projets d'habitat, d'équipements, de services, de commerces et leur permettre d'accéder à un réseau de transport public cadencé.

### Les cibles pour le territoire :

- Amplifier la croissance démographique tendancielle afin de conforter le rôle structurant des deux pôles : Concarneau – Trégunc et Rosporden.
- Un objectif de 60% de captation démographique est proposé, soit :**  
4 500 habitants supplémentaires à l'horizon 2030, soit une moyenne de 225 habitants supplémentaires par an.



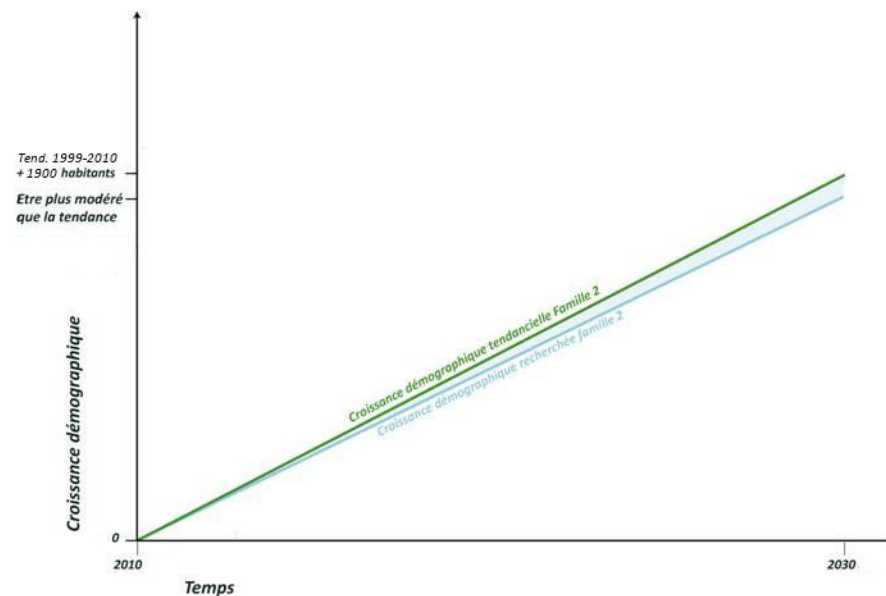
## Elliant, Melgven et Saint-Yvi : préserver la qualité de vie

### Les enjeux du territoire :

Saint-Yvi, Elliant et Melgven sont des communes en cours de périurbanisation, dont l'offre de services et d'équipements actuelle ne permet de répondre que partiellement aux besoins des nouveaux habitants.

### Les cibles pour le territoire :

- Maîtriser les croissances démographiques afin de tendre vers un développement urbain plus harmonieux, préservant la qualité de vie sur ces communes
- Un objectif de 24% de captation démographique est proposé, soit :**  
1 800 habitants supplémentaires à l'horizon 2030, soit une moyenne de 90 habitants supplémentaires par an.



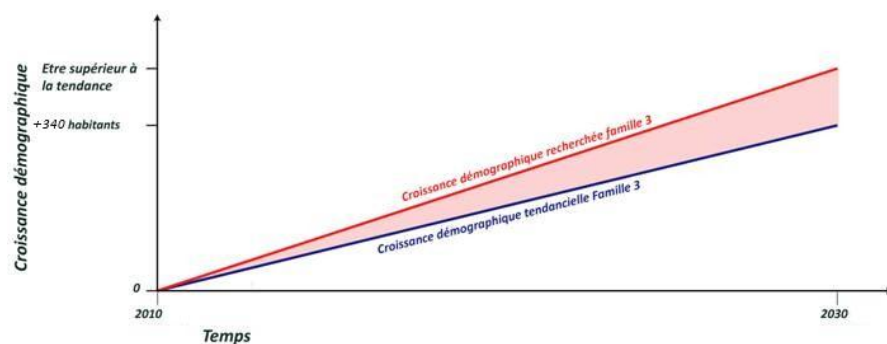
## Névez et Pont-Aven : vitaliser les démographies « fragiles »

### Les enjeux du territoire :

Contrer des dynamiques démographiques fragilisées entre 1990 et 2008 : Névez : + 0.1% par an, voire négative : Pont-Aven : - 0.1% par an, pour des communes de grande notoriété touristique, patrimoniale et culturelle.

### Les cibles pour le territoire :

- Redynamiser des démographies fragilisées par un apport de population plus important que la tendance. Pour cela, la mise en place d'une politique de maîtrise foncière, de développement de la mixité d'habitat, de diversification de l'activité économique littorale et artisanale est encouragée.
- Un objectif de 14% de captation démographique est proposé, soit : 1 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030, soit une moyenne de 50 habitants supplémentaires par an.**



## Tourc'h : pérenniser une dynamique démographique rurale

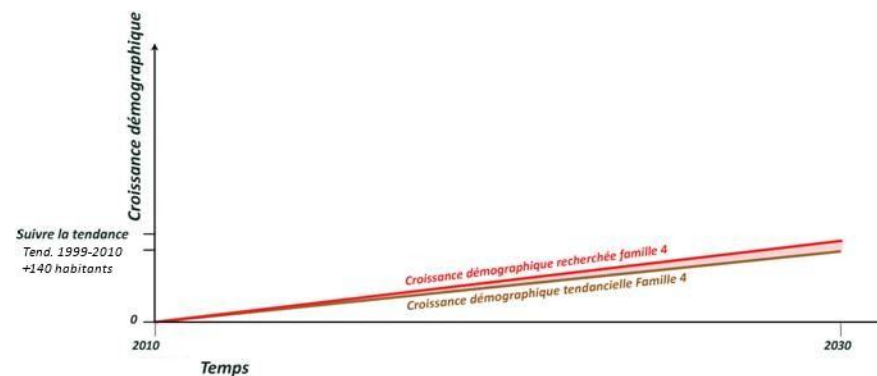
### Les enjeux du territoire :

Tourc'h connaît une situation stable de sa croissance démographique, depuis une vingtaine d'années (+0.4%).

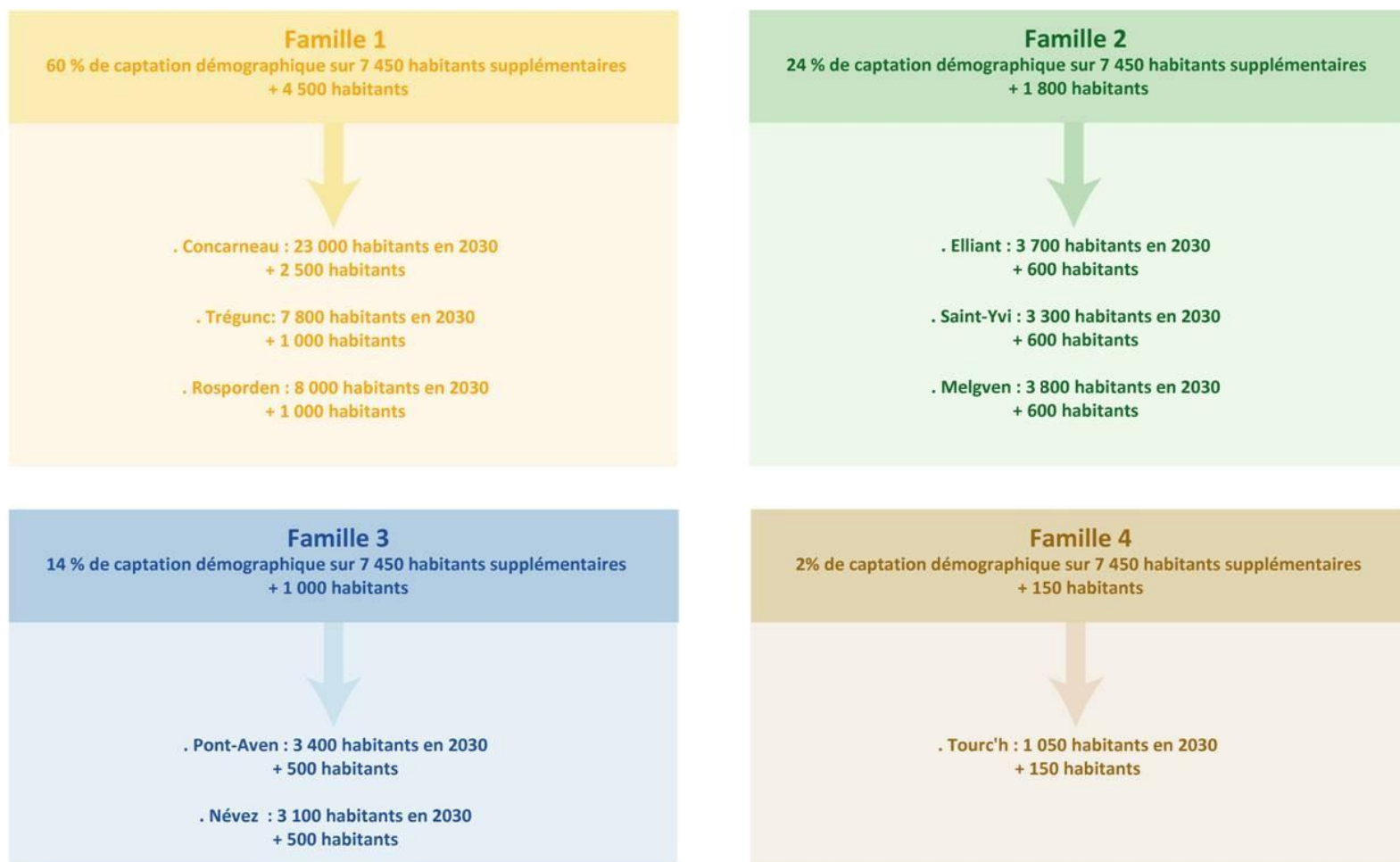
Tout en permettant à la commune d'accueillir de nouveaux habitants, pour pérenniser équipements, commerces et services, l'enjeu est d'offrir au bourg des développements urbains possibles, en continuité et en adéquation avec une activité agricole dynamique.

### Les cibles pour le territoire :

- Accentuer modérément la dynamique démographique de la commune de Tourc'h.
- Un objectif de 2% de captation démographique est proposé, soit : 150 habitants supplémentaires à l'horizon 2030, soit une moyenne de 7,5 habitants supplémentaires par an.**



L'objectif de 7 450 habitants supplémentaires<sup>1</sup> nécessite une répartition de la croissance démographique par commune.



<sup>1</sup> Sur 20 ans : + 7 450 habitants avec 0.75% de taux de croissance démographique moyenne annuelle sur CCA entre 2010 et 2030.

## Objectif I.3. Mettre en place une politique du logement équilibrée

### Les enjeux du territoire :

A partir des capacités d'accueil définies dans l'objectif précédent, le PADD précise les besoins quantitatifs et qualitatifs en logements correspondants.

L'enjeu est de proposer un habitat diversifié afin de pouvoir - en fonction de son âge et de ses revenus - réaliser un parcours résidentiel sans rupture sur l'ensemble du territoire.

La question du logement pose également celle de la maîtrise foncière afin de lutter contre les dynamiques spéculatives et ségrégatives.

### Les cibles pour le territoire :

Sur la base de 2 personnes par ménage, accueillir 7 450 habitants supplémentaires sur le territoire signifie un besoin supplémentaire estimé à **3 725 logements**, en extension urbaine (zone AU des PLU) et en réinvestissement urbain (zone U des PLU).

La décohabitation des ménages<sup>2</sup>, c'est-à-dire la réduction du nombre de personnes par ménage, engendre un besoin supplémentaire estimé à **2 495 logements**.

Le besoin total en logements supplémentaires (d'après la croissance démographique et l'évolution des ménages) est donc estimé à une production de **6 220 logements entre 2011 et 2030**.

<sup>2</sup> Projection pour 2030 prenant en compte la décohabitation des ménages, c'est-à-dire la diminution constatée et progressive depuis 1990 du nombre de personnes par ménage. D'après les projections, le nombre de personnes par ménage devrait être de 1.81 en 2030, contre 2.21 en 2008 pour la CCA. Toutefois, ce chiffre peut être réajusté à 2, afin de trancher entre une diminution significative du nombre de personnes par ménage et la situation actuelle.

Ainsi, le parc de résidences principales est estimé à 29 700 logements en 2030 (contre 23 570 en 2010) , soit une production de 311 logements par an à programmer.

**Les consommations foncières associées à la production de nouveaux logements seront fonctions** de la part allouée au réinvestissement urbain (réhabilitation, densification, rénovation, (cf. page 22) dans les zone urbanisée (U) des PLU et des densités fixées pour les zones à urbaniser (AU) des PLU. A partir de ces données le DOO<sup>3</sup> définira précisément la part et les densités correspondantes à chaque famille.

**Concarneau Cornouaille Agglomération et ses territoires littoraux se caractérisent par l'importance de leur parc de résidences secondaires.** Certaines communes affichent un parc de résidences secondaires très important, qu'il est primordial de prendre en compte dans les prévisions de nouveaux logements. En effet en 2009, Concarneau et Pont-Aven affichent une part d'environ 15% de résidences secondaires dans le parc de logement total, Trégunc atteint les 35% et Névez dépasse les 60%.

<sup>3</sup> Document d'Orientations et d'Objectifs

## Quels besoins en logements par famille de communes ?

L'objectif de 6220 logements supplémentaires<sup>4</sup> nécessite une répartition du besoin en logements entre famille, suivant les objectifs de captation de la croissance démographique :

**Famille 1 :** 60 % de captation des nouveaux logements, soit + 4 000 logements supplémentaires.

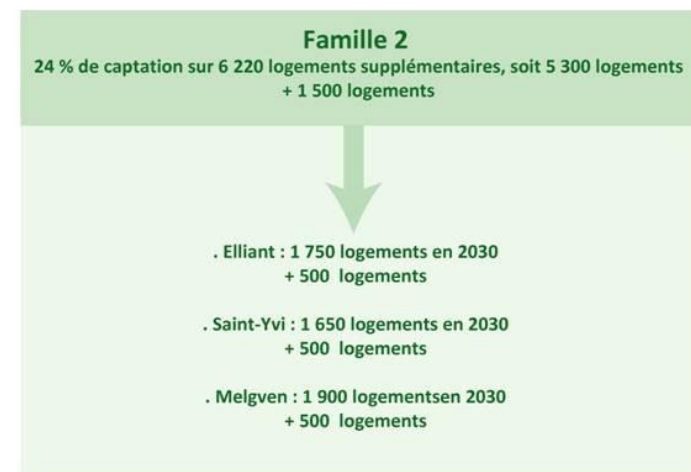
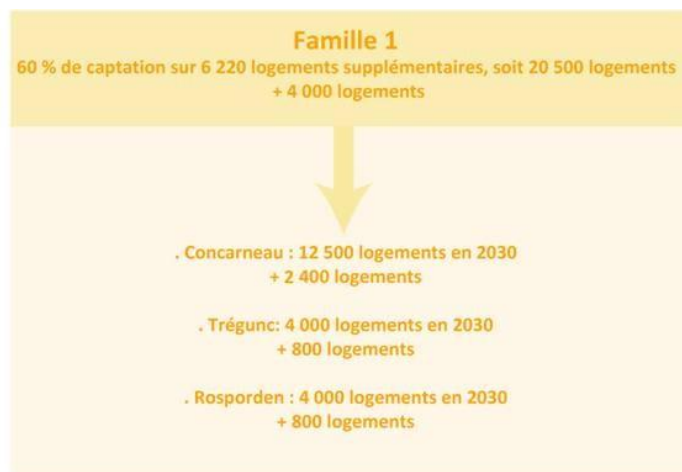
En raison des charges de centralités qu'elles doivent assumer et des fonctions qu'elles doivent remplir (logements sociaux, emplois, équipements, transports), les communes de la famille 1 ont la possibilité de majorer de 20% leur production de logements à l'horizon 2030, dans le respect de critères qui sont fixés dans le Document d'Orientations et d'Objectifs ;

**Famille 2 :** 24% de captation des nouveaux logements, soit 1 500 logements supplémentaires ;

**Famille 3 :** 14% de captation des nouveaux logements, soit 600 logements supplémentaires ;

**Famille 4 :** 2% de captation des nouveaux logements, soit 120 logements supplémentaires.

Pour chaque famille une « sous-captation » est réalisée, en fonction des capacités d'accueil communales (cf. tableaux ci-contre).



<sup>4</sup> Sur 20 ans :

. + 7 450 habitants avec 0.75% de taux de croissance démographique moyenne annuelle sur CCA ;

. + 3 725 logements supplémentaires pour répondre à la croissance démographique ;

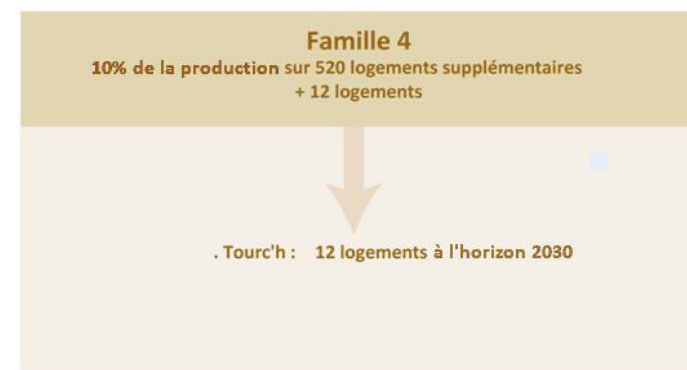
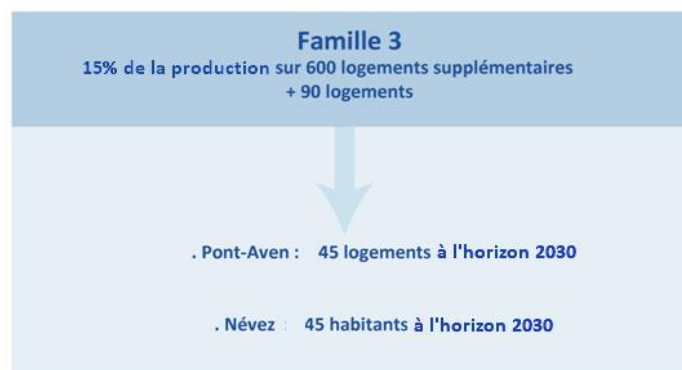
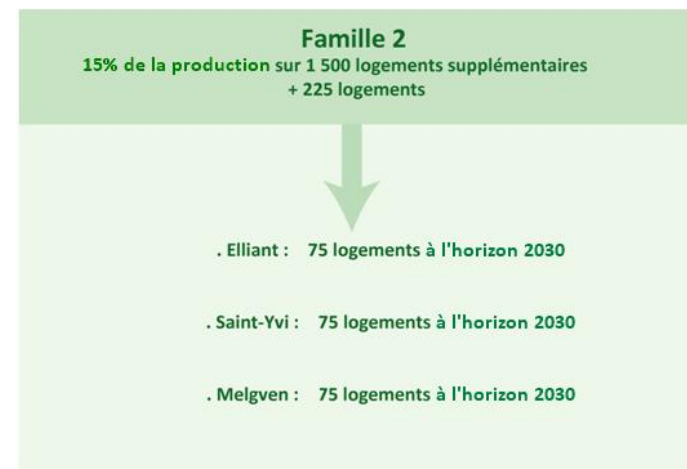
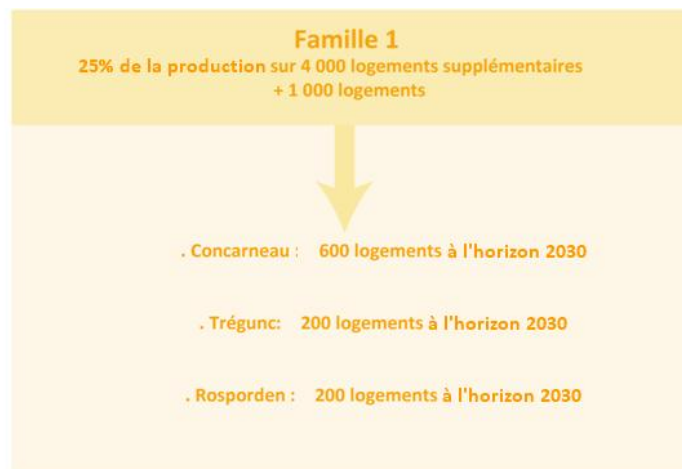
. + 2 495 logements pour faire face à la décohabitation des ménages.

### Définir un objectif de production de logements en « réinvestissement urbain » :

Une croissance démographique entraîne nécessairement une production de logements, de nouveaux espaces à ouvrir à l'urbanisation et donc des espaces agricoles et naturels en diminution. Par conséquent, une part de la production de logements, sera construite en « réinvestissement urbain », en fonction des possibilités de chaque commune.

Le réinvestissement urbain consiste en la production de logements à l'intérieur des zones « urbanisées » définies dans les PLU (zones « U »). Il se concrétise par des opérations de densification du tissu urbain existant (ZAC de centre bourg, augmentation des coefficients d'emprise au sol...) ou des opérations de renouvellement urbain.

Pour cela, le PADD fixe un objectif minimal de 20% de la production de nouveaux logements en réinvestissement urbain sur le territoire de CCA, soit : **+ 1 327 logements sur + 6 220 logements à réaliser entre 2011 et 2030**, dont la répartition par famille et par commune se fait comme tel : cf. tableau ci-contre.





## Objectif I.4. Accélérer la production de logements sociaux

### Les enjeux du territoire :

CCA dispose en 2009 d'un parc de 2 977 logements sociaux publics et privés<sup>5</sup>, soit 12.6% du parc total des résidences principales (23 570 résidences principales), conforme à la moyenne départementale.

Depuis la loi sur le Droit Au Logement Opposable du 5 mars 2007, le territoire est soumis à l'article 55 de la loi SRU qui stipule que toutes les communes comptant au moins 3 500 habitants comprises dans un EPCI de plus de 50 000 habitants avec une ville centre de plus de 15 000 habitants doivent atteindre 20% de logements sociaux sur leur territoire.

Au la date d'approbation du SCoT, seules les communes de Concarneau, Rosporden et Trégunc sont concernées par cette disposition.

A l'horizon 2030, compte tenu de l'évolution de la population sur le territoire, les communes de Melgven et Elliant seront également concernées par cette disposition.

### Les cibles pour le territoire :

- Atteindre un objectif global de 14% de logements sociaux dans le parc de résidences principales en 2030 sur le territoire, soit un parc d'environ 4 100 logements sociaux (publics et privés) en 2030. Cela représente un gain de 1147 logements sociaux entre 2010 et 2030.
- Les communes de CCA de plus de 3 500 habitants (Concarneau, Rosporden, Trégunc) soumises à l'article 55 de la loi SRU (20% de logements sociaux dans le parc de résidences principales) construiront un minimum de 20% de logements sociaux dans leur production de nouveaux logements.

- Les communes de CCA susceptibles d'être soumises à l'article 55 de la loi SRU dans les prochaines années (Elliant et Melgven) construiront un minimum de 20% de logements sociaux dans leur production de nouveaux logements ;
- Afin de prendre en compte le besoin de logements sociaux à l'échelle de CCA, les autres communes de CCA produiront 15% de logements sociaux pour Saint-Yvi, 10% de logements sociaux pour Pont-Aven et Névez, 8% de logements sociaux pour Tourc'h, dans leur production de nouveaux logements ;
- Dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU, la production de logements devra permettre d'atteindre 20% de logements locatifs sociaux dans le parc total de résidences principales à l'horizon 2030.

Ces éléments seront déclinés dans le Programme Local de l'Habitat de CCA.

- Afin de prendre en compte la diversité de la population et de permettre le parcours résidentiel, CCA veillera, à travers son PLH notamment, à offrir des possibilités d'accession à la propriété pour les personnes aux revenus intermédiaires.

<sup>5</sup> Les logements sociaux comprennent les logements HLM, les logements conventionnés (PIG et OPAH), les logements-foyers, les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

## II. Un nouveau système de déplacement

**Objectif II.5.** Structurer le territoire autour de grands axes de déplacements

**Objectif II.6.** Connecter les différents réseaux de transports en commun existants

**Objectif II.7.** Développer les modes doux et les itinéraires de proximité

**Objectif II.8.** Aménager le réseau routier

**Objectif II.9.** Ouvrir le territoire sur l'océan



*Réseau BUSCO à Concarneau*



*RN 165 à Melgven*



*Voie ferrée à Rosporden*



*Pistes cyclables à Concarneau*

## Objectif II.5. Structurer le territoire autour de grands axes de déplacements

### Les enjeux du territoire :

Le système de déplacement qui caractérise le territoire de CCA s'oriente essentiellement de l'Est vers l'Ouest. Il est constitué de la RN165, traversant le territoire, d'un axe entre Pont-Aven et Concarneau via Trégunc (la RD 783), d'un axe entre Quimperlé et Quimper via Rosporden (la RD 765) et d'un axe ferroviaire reliant Quimper à la Bretagne méridionale en desservant Rosporden.

Un seul axe dessert le territoire du Nord au Sud, la RD 36 depuis Coray et se divise en deux axes, l'un desservant Concarneau (RD70) et l'autre Pont-Aven (RD24).

Par sa localisation, Rosporden se trouve au cœur des différents axes de déplacements structurants alors que Concarneau constitue davantage un point de convergence excentré sur le territoire.

Les autres communes se trouvent mal connectées à ces différents axes de déplacements structurants.

Ce réseau structurant, d'orientation principale Est/Ouest, est donc en décalage avec la géographie du territoire, d'orientation principale Nord/Sud.

### Les cibles pour le territoire :

- **Conforter l'accès aux principaux points d'entrée du territoire :**
  - Par la route : la RN 165 , RD 36 à Tourc'h ; RD 15 à Elliant ;
  - Par le fer : la gare de Rosporden ;
  - Par la mer : le port de Concarneau
  - Par les modes doux : la voie verte et la véloroute du littoral.
- **Renforcer les relations entre le littoral et l'arrière pays** en confortant les axes routiers existants, en optimisant les réseaux de transports en commun et en aménagement la voie verte pour les modes doux.
- **Affirmer les connexions avec les territoires voisins :**
  - Avec la Communauté de Communes de Haute Cornouaille, notamment par la RD36, qui constitue une porte d'entrée au Nord du territoire ;
  - Avec la COCOPAQ, notamment par la situation privilégiée de Pont-Aven comme trait d'union entre les deux EPCI, et la RD765 entre Bannalec

et Rosporden constituant une porte d'entrée Est du territoire alternative à la RN165 ;

- Avec la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais, notamment depuis Concarneau et Saint-Yvi concernant les échanges touristiques en période estivale ;
- Avec Quimper Communauté, notamment dans les échanges domicile-travail (Elliant et Saint-Yvi).

- **Créer des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM)** afin d'optimiser l'intermodalité, le développement de l'offre ferroviaire, l'organisation des correspondances entre le Train et les autres transports en commun (car, bus, bateaux...). Ils constitueront les points de convergence (de rabattement) des lignes desservant les bourgs littoraux et ruraux, pour affirmer la nouvelle armature urbaine de l'espace communautaire. Deux PEM, structurants pour le territoire, peuvent être identifiés sur le territoire :

- la gare de Rosporden ;
- le port de Concarneau

Il n'existe pas, aujourd'hui, de projet multimodal pour la gare de Concarneau et ses abords. Toutefois, la réversibilité d'éventuels projets d'aménagement doit être maintenue afin d'assurer un retour potentiel du train à long terme.

### *La création d'un Pôle d'Echange Multimodal, la gare de Rosporden :*

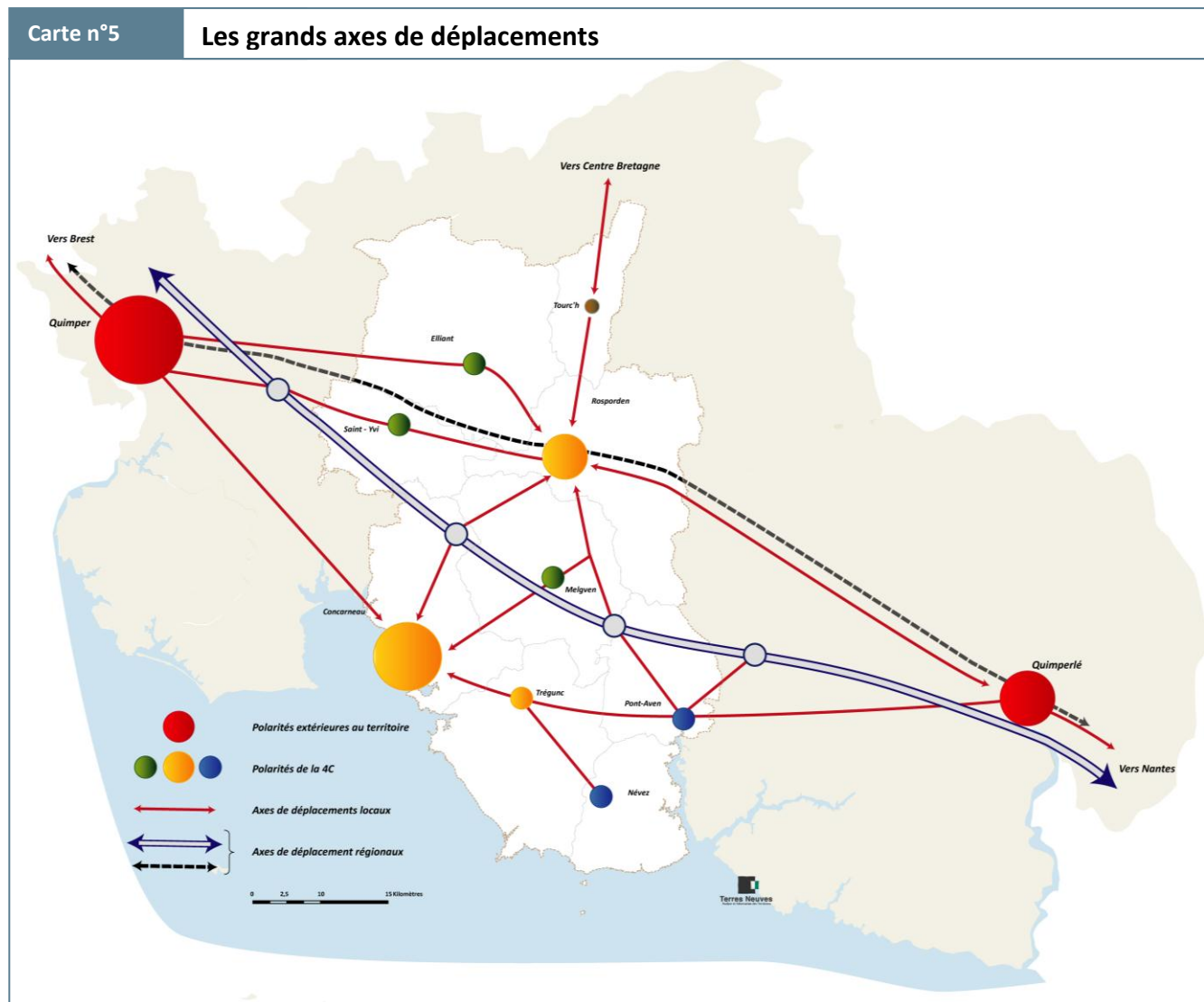
Les abords de la gare de Rosporden constituent un espace privilégié pour le développement d'un espace multimodal (convergence de plusieurs modes de transport) irriguant l'ensemble du territoire. Sa réalisation doit être associée à un projet urbain conciliant le développement de nouvelles fonctions (activités, commerces, habitat...). L'enjeu est d'assurer l'opérationnalité du PEM, en développant des lignes de transports en commun lisibles, affichant des fréquences satisfaisantes et permettant les déplacements domicile-travail entre Rosporden et ses communes voisines avec l'agglomération quimpéroise.

Le projet pourra s'appuyer sur les objectifs suivants :

- L'accès aux véhicules motorisés (voitures et cars) et aux modes doux, piétons et cyclistes ;

- Le stationnement sans « neutraliser » des espaces par essences stratégiques (la faisabilité de « parkings silos » pourra être étudiée) ;
- Le développement de services aux voyageurs : signalétiques efficaces mais aussi commerces de proximité (cafés, presse...) afin créer un véritable quartier, lieu d'échanges sociaux ;
- Le développement de la mixité fonctionnelle en favorisant, autour de la gare, les opérations d'aménagement à vocation d'habitat et d'activités (Zone d'Aménagement Concerté).

La cartographie ci-contre, figurant les grands axes de déplacements tient compte principalement des déplacements domicile-travail et des déplacements en direction des commerces.



## Objectif II.6. Connecter les différents réseaux de transports en commun (TC) existants

### Les enjeux du territoire :

Plusieurs réseaux de transports en commun coexistent et desservent le territoire sans être connectés entre eux de façon efficace : le réseau SNCF, le réseau départemental Penn Ar Bed et le réseau BUSCO (Concarneau et Melgven).

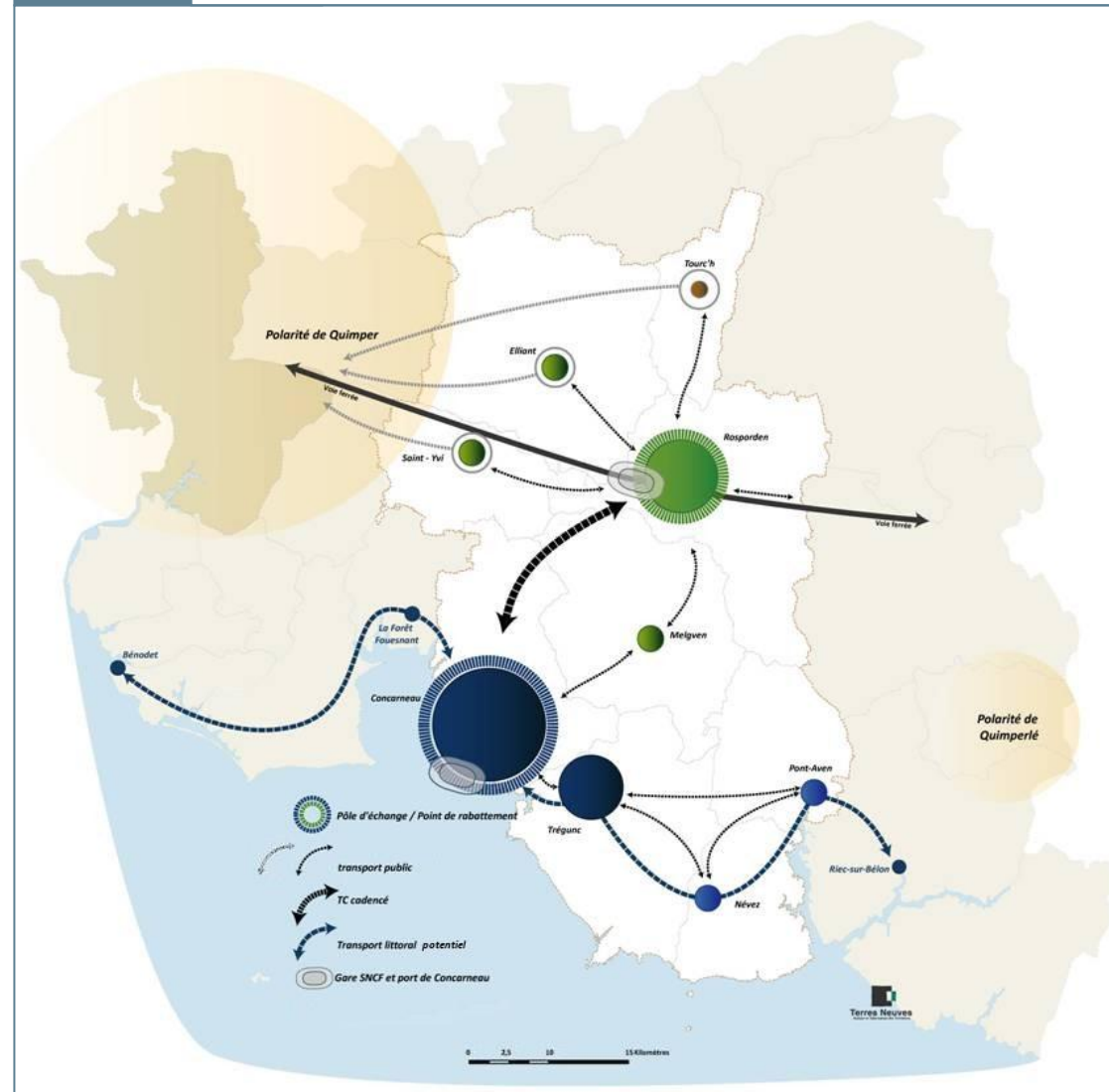
### Les cibles pour le territoire :

- **Améliorer les connexions entre les différents réseaux de TC existants :**
  - Trains - cars départementaux et liaisons maritimes en période estivale ;
  - Cars départementaux – BusCo (Coralie) ;
  - Développer le Transport à la demande (TAD) en complémentarité avec les réseaux de TC existants.
- **Organiser une desserte littorale du territoire en liaison avec les territoires voisins.** Cet objectif va dans le sens d'une nouvelle pratique « durable » du tourisme entre littoral et arrière-pays. Sur ce dernier point, Concarneau pourra devenir un pôle d'échange et d'articulation au-delà de CCA, en connectant les communes littorales du SCoT (Trégunc, Névez et Pont-Aven). Les connexions avec les communes de la baie de Concarneau (La Forêt-Fouesnant et Fouesnant) mériteraient d'être développées ;
- **Connecter les communes proches de l'agglomération quimpéroise à son réseau de TC.** La proximité de la Communauté d'Agglomération de Quimper se traduit pour Saint-Yvi, Elliant et Tourc'h par des déplacements pendulaires très importants. Le raccordement de Tourc'h pourra être réalisé via un raccordement par Elliant ou Rosporden.

Il est également nécessaire d'affiner ce travail par une étude de déplacement, à l'échelle du territoire de CCA. Celle-ci permettrait d'apporter une véritable cohérence entre les différents réseaux de transports existants. En outre les propositions faites dans ce PADD ne pourront être mises en œuvre que si une Autorité Organisatrice de Transports (AOT) et un Plan Général des Déplacements (PGD) à l'échelle de CCA voient le jour.

Carte n°6

Premiers éléments de réflexion pour un TC cadencé et structurant entre Rosporden, Concarneau ... et le littoral





## Objectif II.7. Développer les modes doux et les itinéraires de proximité

### Les enjeux du territoire :

Les modes doux, qu'ils soient à vocation de loisirs, de tourisme ou de déplacements quotidiens (itinéraires de proximité) sont assez largement sous utilisés.

L'enjeu du SCoT est d'augmenter la part des modes doux, qu'ils participent pleinement à la nouvelle offre de déplacement et constituent une offre complémentaire à la voiture.

### Les cibles pour le territoire :

- **Elaborer un réseau structurant pour les modes doux** articulé autour de deux fonctions structurantes :
  - de loisirs (voie verte, véloroute du littoral...) ;
  - d'itinéraires de proximité (déplacements quotidiens ou hebdomadaires).

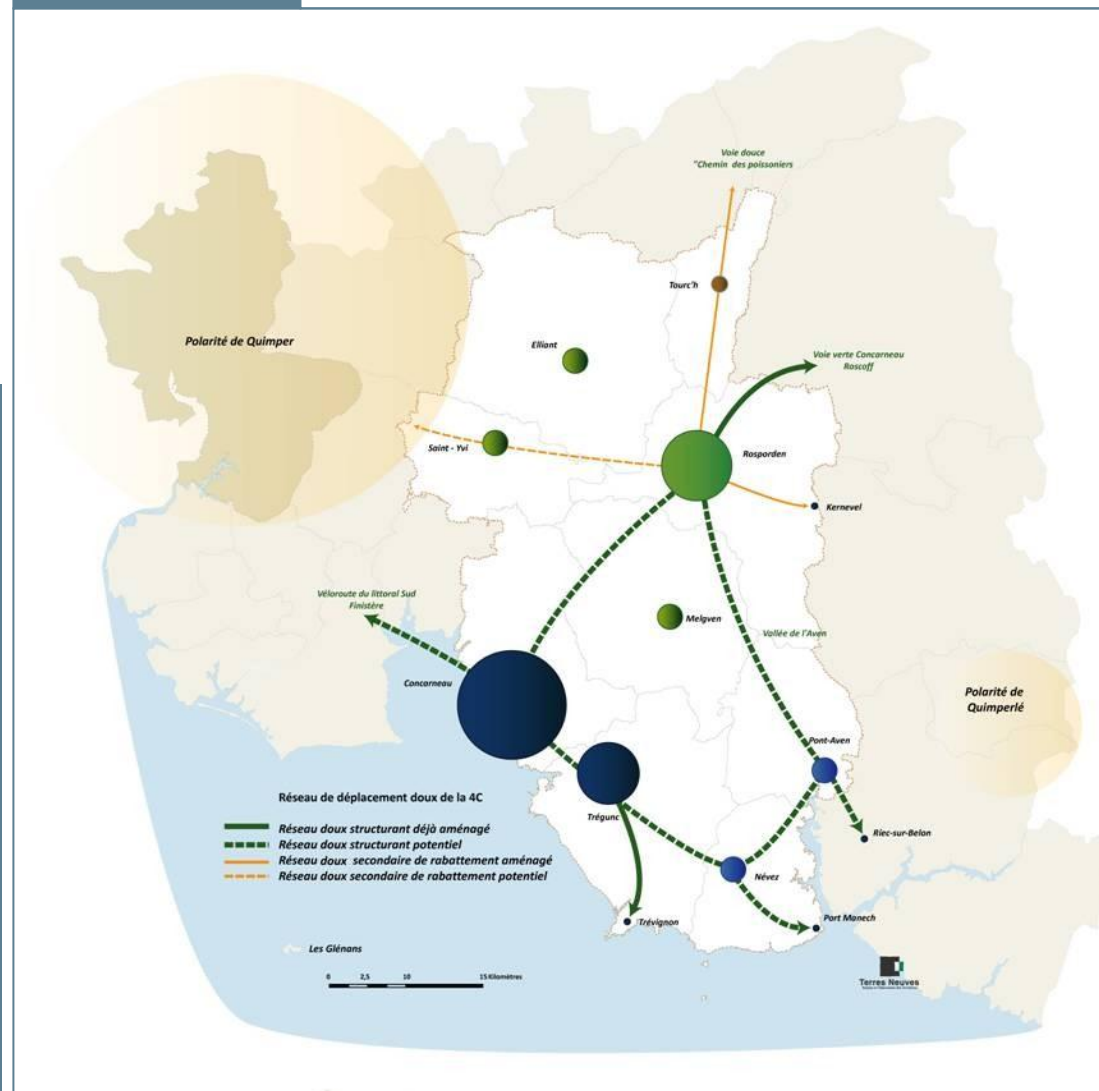
Afin d'offrir une complémentarité à la voiture, notamment à l'intérieur de Concarneau, entre Trégunc et Concarneau ou entre Rosporden et Kernével, des aménagements spécifiques et une mise en sécurité des voies contribueront fortement au développement des déplacements cyclables de courte durée mais aussi piétons.

La finalité de réseau est d'encourager la pratique des modes doux (vélos, rollers, ...), dans des secteurs hautement qualitatifs sur le plan paysager, mais aussi d'encourager une pratique alternative à la voiture :

- sur le littoral (Pointe de Trévignon, Port Manec'h) ;
  - sur la vallée de l'Aven (depuis Pont-Aven vers Rosporden puis Tour'h ou Scaër),
  - entre Rosporden et Concarneau (« voie verte » utilisant notamment l'ancienne voie ferrée entre l'échangeur de Coat Conq et le centre ville de Concarneau mais en préservant la réversibilité du site)
- **Définir des itinéraires de rabattement vers le réseau structurant** en préconisant la mise en place de plans de circulation douce à l'échelle des communes (dans les PLU).

Carte n°7

Pour un développement des modes doux entre loisirs et pratiques quotidiennes



## Objectif II.8. Aménager le réseau routier

### Les enjeux du territoire :

Par ailleurs, les extensions urbaines linéaires le long des axes routiers, sans exigence de qualité architecturale, contribuent à banaliser les paysages d'entrées de villes. Une véritable exigence qualitative concernant l'intégration urbaine et paysagère du bâti, ainsi qu'une redéfinition de l'espace public et de ses abords constituent un enjeu pour le territoire.

### Les cibles pour le territoire :

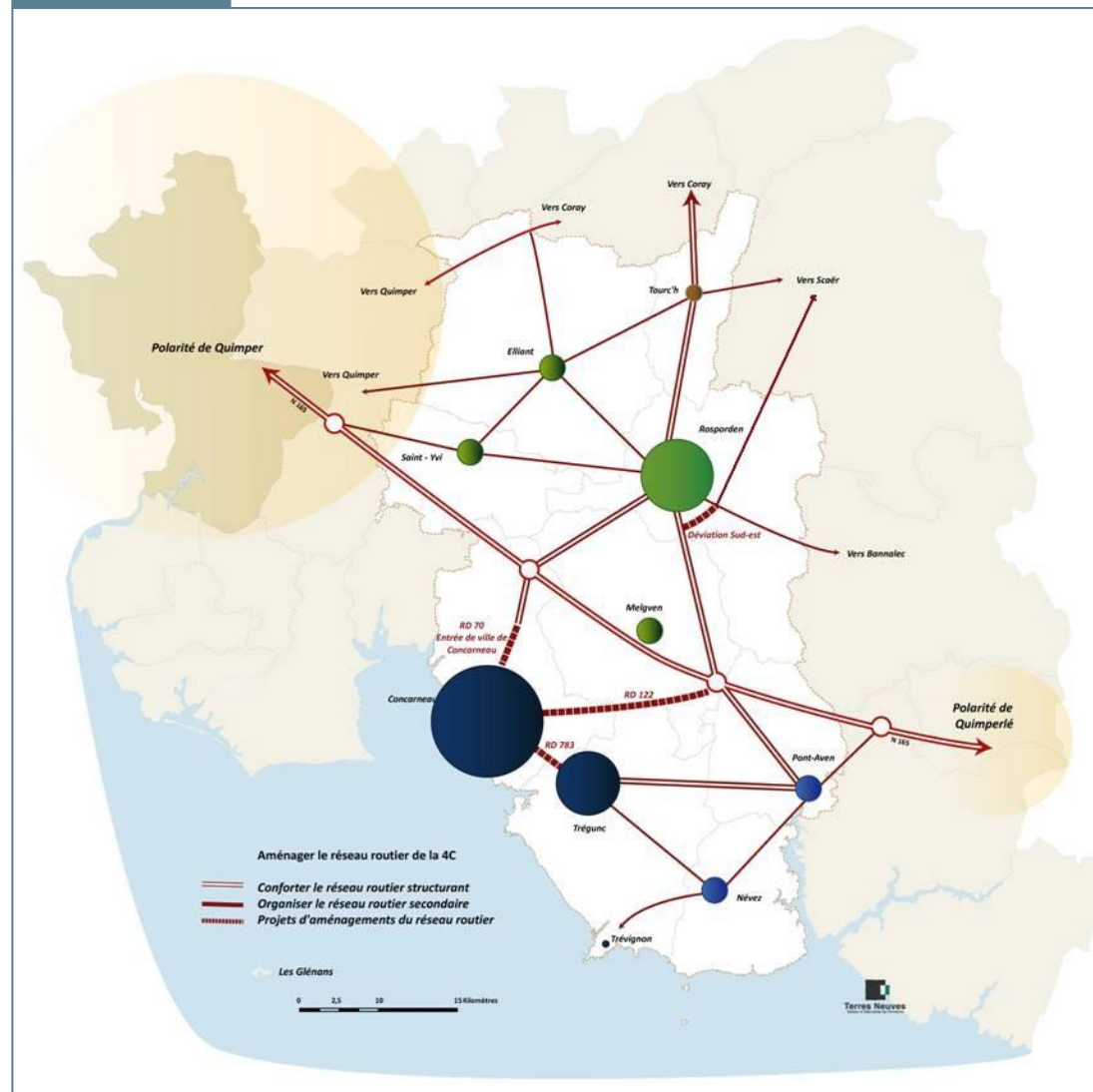
- Conforter et sécuriser le réseau routier structurant (cf. carte ci-contre) ;
- Organiser le rabattement du réseau secondaire vers le réseau structurant et le sécuriser ;
- Mettre en œuvre des travaux d'aménagement sur certains axes majeurs (RD 122 ; déviation Rosporden ; RD 783 Concarneau-Trégunc) ;
- Aménager les entrées de villes sur les axes structurants (notamment l'entrée de ville RD70 de Concarneau).

### Des projets d'aménagements routiers :

- **L'aménagement de la RD122** (procédure en cours), entre le centre ville de Concarneau et l'échangeur de Kérampaou, comporte plusieurs enjeux :
  - l'aménagement d'une entrée de ville Concarneau, en cohérence avec les développements de la ville. Il s'agit aussi de contenir le développement de la ville sur ce secteur afin de protéger la trame verte et bleue, et de désenclaver les communes de Trégunc, Névez et Pont-Aven (cf. I.2) ;
  - la sécurisation du village de Kroaz Hent Bouillet, qui subit un trafic trop important, et ne permet pas au poids lourds de le traverser ;
  - le rabattement sur l'aire de covoiturage à Kerampaou.

Carte n°8

Un réseau de routes structurant pour le territoire de CCA



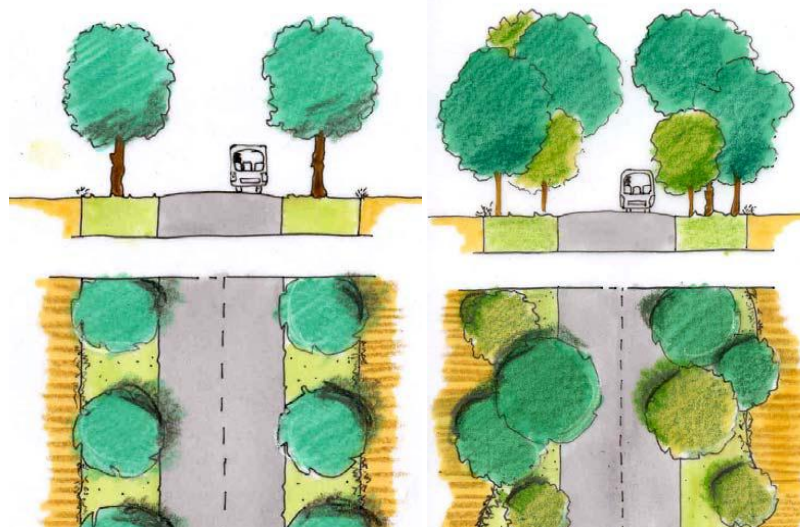


- **Le prolongement de la déviation de Rosporden** vers la route de Bannalec permettra de structurer le développement économique et urbain du centre ville et facilitera les liaisons au-delà de l'Aven.
- Pont-Aven occupe une place spécifique dans le réseau routier du territoire. En effet, la situation topographique et les aménagements du centre ville de Pont-Aven limite son accès aux camions. **Une déviation du centre ville pourrait être mise à l'étude.**
- **La requalification de l'entrée de Concarneau sur la RD 70** depuis l'échangeur de Coat Conq (aire de co-voiturage) doit redonner une qualité paysagère et urbaine à un axe majeur de pénétration dans le territoire du SCoT. Cette entrée en forte mutation ces dernières années, constitue une « première impression » marquante pour l'image de la commune et du territoire.

Au-delà de ce secteur particulièrement stratégique, le PADD met l'accent sur l'importance de la maîtrise qualitative des entrées de ville de l'ensemble des bourgs et centres villes du territoire, notamment par des traitements paysagers spécifiques permettant d'identifier chaque type de voie (principale, de liaison, de desserte, venelle).



*Entrée nord de Concarneau depuis Coat Conq, présentant un paysage banal marqué par une succession de « boîtes », et de zones d'habitat imbriquées, sans réelle cohérence. Ce secteur n'est pas à la hauteur de la qualité patrimoniale de la ville.*



*Annoncer les entrées du bourg par un traitement paysager adapté. Requalifier ou traiter une entrée de ville permet non seulement d'en donner une image valorisante mais elle permet également de définir une transition entre l'espace rural et l'espace urbain.  
Source : Terres Neuves*

## Objectif II.9. Ouvrir le territoire sur l'océan

### Les enjeux du territoire :

A partir du port de Concarneau, plusieurs voies maritimes desservent le littoral cornouaillais :

- La vallée de l'Aven ;
- L'archipel des Glénan ;
- Fouesnant (Beg Meil) ;
- Bénodet.

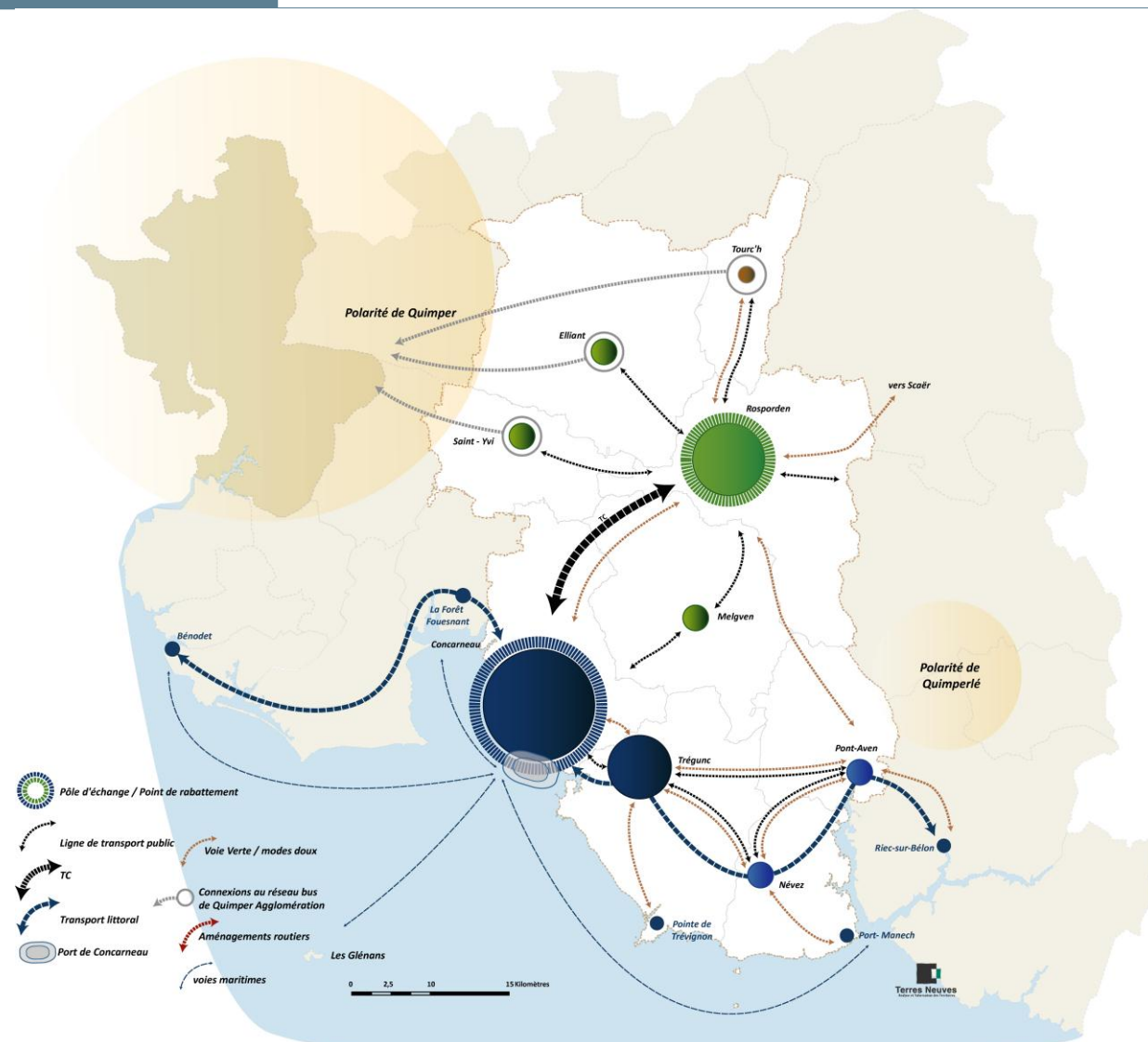
Toutefois, ces liaisons sont quasi-exclusivement touristiques et estivales.

### Les cibles pour le territoire :

- Conforter les voies maritimes depuis le port de Concarneau, notamment par l'entretien et le développement des équipements portuaires ;
- Organiser le port de Concarneau comme un véritable pôle d'échange multimodal (PEM). La convergence de multiples réseaux de transports en commun, la proximité d'un nombre important de commerces, de services à la population et des activités portuaires et touristiques confèrent au port de Concarneau un potentiel intéressant pour le développement d'un PEM.

Carte n°9

Pour des voies maritimes et littorales valorisées



### III. Une économie diversifiée et équilibrée

Objectif III.10. Favoriser une diversification autour des piliers historiques de l'économie locale

Objectif III.11. Organiser l'accueil des activités et des services

Objectif III.12. Améliorer la qualité et la lisibilité de l'offre d'accueil économique

Objectif III.13. Préserver le capital agricole

Objectif III.14. Inscrire le territoire dans une nouvelle dynamique touristique

Objectif III.15. Développer l'attractivité territoriale par l'aménagement numérique



*Le port de Trévignon (Commune de Trégunc)*



*Paysage agricole (Commune de Tourc'h)*

## **Objectif III.10. Favoriser une diversification autour des piliers historiques de l'économie locale**

### ***Accompagner le tissu industriel dans sa modernisation***

#### **Les enjeux du territoire :**

La construction et la réparation navale d'un côté, l'agro-alimentaire de l'autre, fondent les piliers historiques dont sont issues les activités présentes aujourd'hui sur notre territoire.

Dans un contexte de concurrence internationale accrue, il convient de mettre en place un environnement propice au développement et à la modernisation des industries présentes sur le territoire.

#### **Les cibles pour le territoire :**

- **Développer le secteur industriel en lien avec l'agroalimentaire et les activités portuaires en stimulant la coopération et les synergies**, notamment entre les entreprises, et en leur offrant des conditions d'accueil optimales ;
- **Diversifier le secteur industriel par l'innovation en lien avec les nouvelles technologies à forte valeur ajoutée ;**
- **Affirmer des localisations stratégiques, l'une sur Concarneau, l'autre sur Rosporden**, ces deux centres villes offrant un potentiel de développement élevé. Les vocations économiques seront différenciées :
  - industrielle sur Rosporden (tissu agro alimentaire existant) ;
  - industrielle/logistique sur Concarneau en lien étroit avec les activités maritimes et de fret.

### ***Préserver la pêche en relation avec l'ensemble des ports cornouaillais***

#### **Les enjeux du territoire :**

La filière pêche occupe une place prépondérante dans l'histoire et l'économie cornouaillaise.

Concarneau est le premier port français en volume de poissons pêchés grâce notamment à la pêche tropicale (Océan Indien et Golfe de Guinée). Si la pêche est un secteur en difficulté, elle reste cependant extrêmement puissante en termes d'emplois et de revenus économiques : plus de 2 000 emplois (57% en mer, 43% à terre) et 110 entreprises liées sur le territoire. La pêche étant un pilier historique de l'économie maritime, c'est l'ensemble du secteur qui est lié à son devenir.

#### **Les cibles pour le territoire :**

- **Préserver le pôle économique fort autour de la pêche à Concarneau, en association avec les autres ports de Cornouaille.** Une étude est actuellement en cours pour valoriser le port de Concarneau et affirmer toute sa place dans l'économie régionale.
- **Améliorer les performances environnementales de la filière ;**
- **Créer des conditions favorables pour le développement de nouvelles activités liées aux ressources halieutiques.**

## Diversifier l'économie littorale

### Les enjeux du territoire :

Le littoral cornouaillais en général, et du territoire en particulier, est investi de plus en plus fortement par différents secteurs d'activités, notamment tertiaires. Outre sa fonction résidentielle, il est le siège de multiples activités humaines dans le tourisme et les loisirs.

Généralement, ces activités entretiennent un lien plus ou moins direct avec l'espace littoral. Cependant, il y a parfois des exceptions qui peuvent empêcher le développement d'entreprises ou d'activités qui ont besoin de la proximité avec l'espace maritime.

### Les cibles pour le territoire :

- **Elaborer une stratégie foncière péri portuaire** pour permettre le développement organisé des filières littorales : la pêche, le mareyage, la plaisance, mais aussi la construction et la réparation navale. L'aménagement d'aires de carénages dans les principaux ports du territoire (Concarneau, Trégunc et Pont-Aven) doit constituer un soutien important à l'activité « plaisance » pour le territoire.
- **Accueillir de nouvelles activités** (industries, commerces, services) par la mutation du patrimoine bâti en lien avec la filière maritime ;
- **Encourager le développement d'entreprises en recherche/développement en lien avec les ressources de la mer** (biotechnologies et énergies marines,...) et en partenariat avec le pôle compétitivité « pôle mer Bretagne » ;
- **Renforcer la participation des ports secondaires à l'activité économique littorale du territoire** par :
  - une augmentation de leur offre d'anneaux ;
  - une diversification et une pérennisation des pratiques de pêche ;
  - un soutien à l'activité conchylicole (préserver la qualité de l'eau et garantir l'accès au foncier) ;
- **Développer les bases et centres nautiques.**

## Les autres potentiels de développement du territoire

### Les enjeux du territoire :

Afin de limiter les risques de crise structurelle de l'économie du territoire, il est important de favoriser la diversification et l'émergence de nouvelles filières, porteuses de créations d'emplois et de richesses.

### Les cibles pour le territoire :

- **Faire émerger de nouvelles filières en prenant appui sur les piliers de l'économie locale :**
  - autour de l'activité agroalimentaire : secteurs porteurs tels que la nutrition-santé, la sécurité des aliments, la chimie du végétal, l'énergie verte, la phytopharmacie.
  - autour de l'économie littorale : la valorisation des produits et coproduits de la mer, les énergies marines renouvelables, les biotechnologies et les bio ressources marines.
  - autour de l'industrie portuaire : les matériaux composites, l'éco-conception navale ou la haute technologie embarquée.
- **Favoriser l'émergence de nouvelles filières d'autres secteurs porteurs, notamment ceux liés à l'économie résidentielle et productive (activités de logistique) ou celles en lien avec le développement durable et l'éco-construction.**



## Objectif III.11. Organiser l'accueil des activités et des services

### Une offre commerciale hiérarchisée

#### Les enjeux du territoire :

L'offre commerciale constitue un facteur déterminant dans la structuration des territoires et la définition de polarités attractives et de centres bourgs vivants (commerce de proximité).

Par ailleurs, le système actuel de décision en matière d'autorisations commerciales (Commission Départementale d'Aménagement Commercial) est amené à disparaître. L'aménagement commercial devrait donc à terme être réintégré dans le droit commun de l'urbanisme, notamment dans le SCoT et les PLU.

#### Les cibles pour le territoire :

- Assurer un aménagement commercial équilibré en dessinant une hiérarchie des besoins sur le territoire par l'identification de pôles de proximité et de pôles structurants. Le renforcement du commerce de proximité sera encouragé sur l'ensemble du territoire et dans les centres-villes, le développement des zones structurantes périphériques sera encadré en cherchant à assurer un équilibre entre le territoire du SCoT et les territoires voisins.
- Favoriser un commerce de proximité, spécialisé et de qualité, localisé dans les centres villes et bourgs, maintenant ainsi leur vitalité et assurant des liens de proximité entre quartiers existants et nouveaux quartiers. Le tissu commercial de proximité existant doit être pérennisé et ne pas subir une concurrence qui amoindrirait l'attractivité du bourg ou du centre ville.
- Encadrer le développement des pôles structurants pour le territoire en maîtrisant le développement du commerce « périphérique », organisé autour de grandes enseignes et constituant une offre alternative à Quimper. Afin de répondre au défi du rayonnement et de la compétitivité du territoire, cette dynamique doit être accompagnée. L'objectif est de disposer sur la ville centre d'un équipement commercial adapté pour limiter l'évasion vers les

autres pôles commerciaux de Cornouaille. L'un des défis est de développer une offre très spécialisée, en encourageant par exemple des liens plus étroits entre productions locales, liées au littoral et à l'intérieur des terres, et débouchés.

Un référentiel commun d'urbanisme commercial a été élaboré à l'échelle du Pays de Cornouaille en 2011, associant les cinq SCoT du Sud Finistère (Pays de Quimperlé, CCA, SCoT de l'Odét, Ouest Cornouaille et Pays de Châteaulin et du Porzay). Ce référentiel est décliné dans le Document d'Aménagement Commercial du SCoT (orientation III.9 du DOO).

### Des activités artisanales de proximité

#### Les enjeux du territoire :

A l'instar du Pays de Cornouaille, le territoire du SCoT est marqué par une forte présence du secteur de l'artisanat, l'une des plus fortes densités de Bretagne (11 artisans pour 1 000 habitants), induit notamment par la proximité des pôles de Quimper et de Concarneau.

Toutefois, le territoire est aujourd'hui confronté à plusieurs problématiques : une moyenne d'âge des artisans élevé (46,8 ans), des difficultés de recrutements et de transmission d'activités induit par des lieux de travail et d'habitation qui se confondent très souvent.

#### Les cibles pour le territoire :

- Dans les communes des familles 2 à 4, développer un artisanat de proximité localisé prioritairement dans des « micro parcs artisanaux », intégrés ou en continuité du tissu urbain ou économique existant.
- Dans les communes de la famille 1, favoriser l'implantation des artisans prioritairement dans les zones d'activités polyvalentes ou dans les extensions de ces zones.

Ces deux objectifs participent à l'amélioration des conditions de travail des artisans, notamment en distinguant le site professionnel du lieu de vie privé.

La valorisation de l'économie résidentielle est également à saisir pour Saint-Yvi, Elliant, Tourc'h et Névez, afin d'intensifier le tissu artisanal existant.

Le dynamisme de l'activité artisanale portée par l'attractivité touristique du littoral d'une part, et l'impact de la proximité de Quimper d'autre part, doit encourager le développement de parcs artisanaux composés et bien positionnés sur les communes.

### *L'organisation de l'offre tertiaire et de services*

#### **Les enjeux du territoire :**

En 2007, les services représentent un quart de l'emploi total en Cornouaille. Sur le SCoT de CCA, ils se concentrent principalement sur Concarneau et Rosporden.

Malgré l'attractivité touristique assurant une forte représentation des services hôteliers, cafés et restaurants, ces activités ont connu une baisse significative entre 1994 et 2006 (-9,6%).

En revanche, les prestations de services (+20,8%) et les services aux entreprises (+77%) ont connu une très forte augmentation entre 1994 et 2006.

Enfin, les secteurs de l'éducation, de la santé, du social et de la culture sont les plus dynamiques (+95,4% entre 1994 et 2006). Ces services constituent un enjeu majeur pour le territoire, notamment en raison de l'accroissement du nombre de personnes âgées et les besoins de services sociaux et de santé associés.

#### **Les cibles pour le territoire :**

- Accueillir les fonctions tertiaires et de services en milieu urbain, afin d'intensifier le développement économique des bourgs et centre villes et d'économiser l'espace ;
- Conforter Concarneau et Rosporden comme les principaux pôles tertiaires du territoire. Le dynamisme des activités tertiaires est corrélé au développement des équipements structurants d'une agglomération ou d'un centre ville (hôpitaux, piscines, équipements culturels, ...) ;
- Coupler les projets d'activité tertiaire à une offre de transport, en particulier autour des équipements ferrés structurants (pôle d'échange multimodal de la

gare de Rosporden, projet de plate-forme logistique à Coat Conq...) mais aussi autour d'autres infrastructures (gare routière, port...) ;

- Coupler les projets d'activité tertiaire à un réseau de transport de données efficace (haut et très haut débit) ;
- Favoriser la réalisation d'équipements d'accueil pour la petite enfance (crèche interentreprises...) dans le cadre de projets tertiaires.



## Objectif III.12. Améliorer la qualité et la lisibilité de l'offre d'accueil économique

### Les enjeux du territoire :

En 2008, le territoire occupe la troisième position dans le Pays de Cornouaille en termes de surfaces de Zone d'Activités Economiques (ZAE) existantes et disponibles. Ces espaces sont principalement disponibles dans les pôles structurants du territoire du SCoT.

L'enjeu du SCoT est de prendre appui sur ces polarités dynamiques pour diffuser le développement économique sur l'ensemble du territoire.

Afin d'améliorer leur attractivité, les ZAE misent aujourd'hui sur la qualité des équipements, des réseaux et de l'intégration des préoccupations énergétiques et environnementales.

### Les cibles pour le territoire :

- **Adopter des démarches respectueuses de l'environnement, dans la création des nouvelles zones d'activités**, axées sur :

- **l'analyse du site** : le paysage (rapport au grand paysage), les milieux physiques (relief, végétation, climat, sous-sols, étude des bassins versants, eaux pluviales...), l'urbain (accès, liaisons, desserte, assainissement...), la vocation économique. La prise en compte de tous ces paramètres permettra de qualifier les espaces urbains futurs et d'aider les maîtres d'ouvrage à orienter leurs décisions ;

- **un parti général d'aménagement** structuré autour de six grands principes «durables» : le plan d'aménagement d'ensemble, l'organisation de la voirie, le stationnement public et privé, l'organisation des masses bâties, la limitation du linéaire de façade, la qualification de tous les espaces, la structuration par le végétal et la composante financière, la desserte par les transport en commun ;

- **la qualité environnementale des bâtiments** et leur aptitude à satisfaire trois exigences complémentaires :

- . la maîtrise de ces impacts sur l'environnement extérieur ;
- . la création d'un environnement confortable et sain pour ses utilisateurs;
- . la préservation des ressources en optimisant leur utilisation.

- Identifier et requalifier certaines zones d'activités selon les principes cités précédemment.

- **Renforcer la lisibilité de l'offre en travaillant sur la vocation des zones : hiérarchiser et distinguer les zones d'activités selon leur niveau (du régional au local) et leurs vocations spécialisées** (artisanat, commerce, industrie, polyvalente...). Cet affichage est de nature à clarifier les rôles d'accueil de ces zones :

- Le premier niveau de la hiérarchie concerne **les zones structurantes**. Leur vocation est le développement des entreprises existantes ainsi qu'une participation au développement exogène du territoire. Pour ces zones, au delà de leur qualité d'aménagement et des critères d'accessibilité, une réflexion sur les formes originales d'accompagnement qui leur donneront un avantage déterminant pour le développement exogène devra être menée.
- Le second niveau concerne **les zones d'activités de moyenne dimension**. Leur vocation est d'offrir aux PME et PMI du territoire des solutions d'implantation proches des bassins de vie dans lesquelles elles exercent. Elles se caractérisent par une bonne accessibilité et un bon traitement paysager.
- Le troisième niveau concerne les **zones d'activités de niveau local**, dont la vocation est de permettre d'héberger l'artisanat local sur des lieux rattachés aux communes ou aux quartiers.

## Objectif III.13. Préserver le capital agricole

### **Les enjeux du territoire :**

Si l'activité agricole est très structurante dans le nord du territoire, elle est de plus en plus fragilisée au sud par les développements récents des fonctions résidentielles et touristiques et la spéculation foncière qui en découle.

Les bassins de population de Quimper et Concarneau et la fréquentation touristique du territoire ouvrent des potentialités importantes dans le développement des filières courtes.

L'enjeu pour le SCoT est de mettre en cohérence la pérennisation d'une agriculture puissante et encore dynamique avec des besoins croissants d'urbanisation (habitat, transport et activités).

### **Les cibles pour le territoire :**

- **Préserver le foncier agricole dans les documents d'urbanisme** face à l'artificialisation des terres afin de protéger ce capital agricole. Cette préservation pourrait passer par la maîtrise d'outils spécifiques, comme les Zones Agricoles Protégées (ZAP) qui seront détaillées dans le DOO ;
- **Soutenir l'industrie agroalimentaire et renforcer la production légumière liée ;**
- **Diversifier les productions agricoles par la complémentarité entre une agriculture conventionnelle raisonnée et le développement des circuits courts et de la production biologique :**
  - **Développer les filières courtes et de services** en recherchant une meilleure organisation de l'offre avec une gamme de produits élargie et une organisation commune des réseaux de distribution. Des projets de fermes pédagogiques s'adressant aux scolaires, au tourisme vert ou aux loisirs pourront notamment être étudiés ;
  - **Valoriser des productions plus adaptées au parcellaire fragmenté, notamment sur le littoral et à proximité des espaces urbains.** Le développement de la filière « biologique » pourra être particulièrement mise en avant dans ces espaces ;

- **Développer l'exploitation du bois bocage comme filière de diversification économique pour les agriculteurs ;**

- **Lutter contre l'enfrichement**, notamment sur les secteurs littoraux et les secteurs de reliefs (fond de vallées et coteaux) et le morcellement des propriétés foncières en soutenant les projets d'installation sur ces territoires et en encourageant l'aménagement parcellaire des zones agricoles, tout en respectant les éléments paysagers indispensables (chemins ruraux, bocage...) ;

## Objectif III.14. Inscrire le territoire dans une nouvelle dynamique touristique

### Les enjeux du territoire :

Le tourisme littoral constitue la « locomotive » touristique de l'ensemble du territoire. Toutefois, les richesses culturelles, patrimoniales et naturelles enrichissent l'offre touristique, notamment sur la partie Nord du territoire du SCoT.

L'enjeu pour le SCoT est d'affirmer une complémentarité entre les potentiels touristiques du littoral et de l'espace rural.

### Les cibles pour le territoire :

- **Diversifier l'offre touristique littorale** en offrant de nouveaux produits touristiques sachant conjuguer une volonté de préservation du territoire littoral avec une valorisation marchande.  
Plusieurs objectifs sont poursuivis :
  - renforcer le tourisme de plaisance, en enrichissant l'offre en anneaux « visiteurs », notamment dans le port de Concarneau.
  - prolonger la durée de séjour des vacanciers en proposant une offre élargie de services et d'activités de pleine nature et de découverte des patrimoines naturels, culturels et industriels ;
- **Développer la complémentarité entre le Nord et le Sud du territoire.** Cette stratégie repose notamment sur la valorisation de la trame verte et bleue par un ensemble d'aménagements reliés par des espaces naturels, urbains et patrimoniaux de grande qualité. Pour cela, le PADD affirme la volonté et la nécessité :
  - de valoriser les espaces naturels et paysagers à fort intérêt patrimonial : les vallées (ex : l'Aven, le Moros, le Jet), les bois et paysages agricoles constituent des espaces naturels à forte attractivité touristique ;
  - d'augmenter et de qualifier l'offre d'hébergement ;
  - de réhabiliter le patrimoine urbain dans une optique d'accueil Touristique ;

- de valoriser sur le plan paysager les portes d'entrée du territoire ainsi que les abords des grandes infrastructures qui le traversent ;
- de conforter le tourisme rural et l'agritourisme (accueil à la ferme, gîte, ...);
- d'encourager les initiatives de protection et de découverte du patrimoine (identification et protection du petit patrimoine dans le cadre de l'élaboration des PLU<sup>6</sup>) ;
- de rendre plus repérable et accessible le réseau de promotion touristique, par une localisation sur des sites à proximité à la fois des axes et des pôles structurants, et des lieux de fréquentation touristique ;
- d'encourager le développement des sentiers de randonnées et leurs interconnexions, notamment avec les communes littorales et les territoires voisins.

- **Valoriser Concarneau et Pont-Aven comme pôles culturels.** La complémentarité et les atouts de ces deux communes participent à la diversité culturelle du territoire.

---

<sup>6</sup> Une préservation dans le PLU peut être envisagée dans sa partie réglementaire au titre de l'art L.123-1 7 du code de l'urbanisme.

## **Objectif III.15. Développer l'attractivité territoriale par l'aménagement numérique**

### **Les enjeux du territoire :**

L'aménagement numérique constitue de plus en plus un facteur d'attractivité pour les entreprises mais aussi pour les habitants. Il facilite le transport de données et connecte notre territoire à un ensemble plus vaste.

Le Conseil Général, pour la couverture des zones blanches ADSL, et la Région Bretagne, pour le développement du Très Haut Débit, sont les principaux acteurs de l'aménagement. Ils s'appuient aujourd'hui sur les EPCI pour décliner à leur échelle leurs actions et élaborer des schémas directeurs d'aménagement numérique et des schémas de services numériques.

### **Les cibles pour le territoire :**

Afin de prévenir la fracture numérique, le PADD affiche les ambitions suivantes :

- **Ouvrir le territoire au Très Haut Débit.** A ce titre, CCA réaffirme l'ambition définie dans le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Pays de Cornouaille, de desservir l'ensemble des centres villes et bourgs en fibre optique à l'horizon 2020 puis l'ensemble du territoire à l'horizon 2030.
- **Mettre en œuvre le projet Bretagne Très Haut Débit et développer progressivement d'ici 2030 le futur réseau de fibre optique sur le territoire.**
- **Assurer la montée en débit des secteurs non desservis par le Très Haut Débit en 2020.**
- **Développer les services numériques aux entreprises et aux habitants (animations multimédia...).**

## IV. Un aménagement du territoire économe et durable

Objectif IV.16. Composer des espaces urbains économes

Objectif IV.17. Aménager le littoral de façon équilibrée

Objectif IV.18. Energie et climat, bâtir un territoire durable

Objectif IV.19. Mettre en valeur les ressources du territoire

Objectif IV.20. Gérer les risques naturels et technologiques



*D'un urbanisme « lâche » à un urbanisme (re)composé*

Source : Ferrand et EcoFaur Région Bretagne



## Objectif IV.16. Composer des espaces urbains économes

*Inscrire les milieux naturels au cœur du projet de territoire par la définition d'une trame verte et bleue ;*

### Les enjeux du territoire :

L'enjeu du SCoT est de proposer une conception élargie de la trame verte et bleue, ne se limitant pas à la définition de « corridors biologiques » mais correspondant à une « infrastructure verte » englobant les trois grands types de fonctions :

- des fonctions écologiques (diversité biologique, échanges entre milieux, dissémination des espèces...) ;
- des fonctions sociales (au travers de leur usage direct par le public, de leur valeur paysagère et culturelle, de leur importance pour le bien-être...) ;
- des fonctions de services rendus à la collectivité, sous la forme de production de ressources, de bénéfices pour l'agriculture, d'autoépuration, de régulation des crues, de protection contre les nuisances, etc.

Comme cette conception de la trame verte et bleue intègre d'emblée des considérations écologiques, sociales et économiques, elle a donc naturellement vocation à participer à la construction de territoires «durables».

### Les cibles pour le territoire :

- Identifier la trame verte et bleue et la pérenniser par des prescriptions appropriées (coupures d'urbanisation, définition de fronts d'urbanisation, rétablissement des continuités naturelles...) ;
- Décliner la trame verte et bleue à l'échelle des communes (dans les PLU) et dans les opérations d'urbanisme importantes (ZAC, lotissements...).

Carte n°10

Identification de la trame verte et bleue



## ***Adapter ou redéfinir la composition urbaine des quartiers, des bourgs et des centres villes***

### **Les enjeux du territoire :**

La forte attractivité du territoire du SCoT entraîne une augmentation des besoins en espaces urbanisés et à urbaniser rendant notre territoire particulièrement sensible aux phénomènes de mitage, d'étalement urbain voire de conurbation sur certains secteurs littoraux.

Sur le territoire, on observe en 2009, une consommation moyenne de 1 200 m<sup>2</sup> par logement. Suite à la définition des capacités d'accueil dans le premier chapitre de ce PADD, 4 600 logements (scénario 1) ou 5 800 logements (scénario 2) seront nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins de la population.

L'enjeu pour le SCoT est d'**adapter** ou de **redéfinir** :

- les modèles de compositions urbaines (formes urbaines et architecturales, mixité sociale et fonctionnelle) ;
- des densités adaptées ;
- les mécanismes d'accès au foncier ;
- la ou les identités architecturales ;
- la gestion des espaces publics.

Ces principes d'urbanisation du territoire s'appliquent à des opérations à vocation résidentielle, économique ou mixte.

### **Les cibles pour le territoire :**

- **Réaliser une urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes, dans le respect des lois SRU et UH.** Le Document d'Orientations Générales fixera les critères de définition de ces différents espaces urbains cités précédemment et qui devront être déclinés dans les documents d'urbanisme communaux.
- **Encourager des formes urbaines s'intégrant dans une démarche globale qui prend en compte tous les domaines de la préservation ou la valorisation de l'environnement** (de type Approche Environnementale de l'urbanisme) notamment :

- le souci d'économie de l'espace et du foncier ;
- les économies d'énergie et la valorisation des énergies renouvelables ;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- la réduction des déchets ;
- la préservation des sites et des espaces agro-naturels sensibles ;
- l'intégration des projets à l'environnement naturel et paysager territorial.

- **Offrir une plus grande mixité des formes et des types d'habitat permettant un parcours résidentiel, à l'intérieur d'un quartier, d'un bourg ou d'un centre ville.** Dans les nouvelles opérations d'urbanisation, on cherchera notamment à associer :

- l'habitat individuel, groupé, intermédiaire ou semi-collectif et collectif ;
- les tailles de logements allant du T1 au T5 ;
- les types d'occupation, de l'accession à la location sociale.

- **Encourager la réhabilitation du bâti ancien et le réinvestissement urbain** visant à diminuer les consommations d'espace et d'énergie par :

- des opérations d'amélioration de l'habitat (OPAH) ;
- de la rénovation urbaine : processus de démolition / reconstruction, notamment des quartiers dits « de grands ensembles » ;
- de la densification. Le comblement des « dents creuses », permet d'optimiser le tissu urbain existant. Il limite la consommation d'espace tout en confortant la vie de quartier.

- **Optimiser le parcellaire, privilégiant ou rendant possible :**

- une meilleure utilisation de la parcelle par le bâti ;
- la réduction des coûts de voiries et réseaux divers (VRD) ;
- la mitoyenneté, offrant de véritables rues structurées ;
- une évolution possible de la maison dans le temps ;
- de véritables jardins privatifs ;
- l'organisation en cœur d'îlot d'espaces publics ou de circulations douces sécurisés ;
- une densification possible en fond de parcelle.

- **Encourager une implantation du bâti offrant des espaces de convivialité.** Le front bâti implanté en limite de parcelle, avec différents jeux de retrait, participe à la conception des différents espaces publics : rue, place, cour, square, parcs ...

- **Encourager des formes urbaines moins consommatrices d'énergies** en favorisant l'optimisation solaire par :
  - l'orientation du parcellaire pour bénéficier au mieux de l'ensoleillement au sud ;
  - l'implantation des bâtiments les uns par rapport aux autres pour éviter les effets d'ombrage ;
  - l'intégration de la végétation comme coupe-vent l'hiver et pare-soleil l'été ;

**Les bâtiments publics par l'installation de solutions alternatives de maîtrise et de production de l'énergie doivent être exemplaires et incitatifs** (solaires, récupérateur d'eau de pluie, orientation du bâti, ...).

- **Développer les outils de maîtrise foncière pour les communes** en lien notamment avec l'Etablissement Public Foncier Régional.

### *Quelles densités pour quelles formes urbaines ?*

#### **Les enjeux du territoire**

Afin de répondre efficacement aux enjeux environnementaux et urbains que posent l'accueil de population et le besoin en logements correspondant, une densité appropriée à chaque famille de bourg sera recherchée.

Cependant, si la notion de densité a un rôle important dans le développement urbain du territoire, elle n'est pas exclusive dans la détermination de la forme bâtie. Densité et forme urbaine sont des notions complémentaires.

La réflexion sur la densité doit être complétée par une approche spécifique traitant de la composition urbaine et en privilégiant les espaces publics comme espace d'articulation et de connexion.

Afin de proposer des densités de logements à l'hectare dans le cadre du Document d'Orientations Générales, le PADD fixe des principes spécifiques à chaque famille de communes.

#### **Famille 1 : Concarneau-Trégunc et Rosporden**

- Privilégier les formes urbaines denses favorisant l'ancrage d'une typologie résidentielle et d'une armature d'espaces publics structurante. Les opérations les plus importantes devront être desservies directement par un transport public ;
- La présence de sites aux qualités paysagères exceptionnelles devra permettre le développement d'un urbanisme adapté, préservant la trame verte et bleue et les ouvertures paysagères.
- Les densités pourront être majorées, au sein d'opérations urbaines complexes soit à proximité de sites stratégiques (ex. gares), soit pour des opérations de réinvestissement urbain associant production de logements, de commerces et d'équipements publics; ainsi qu'au sein de sites à haute valeur paysagère.

#### **Famille 2 et Famille 3 : Saint-Yvi, Elliant, Melgven et Pont-Aven, Névez**

- Pour ces familles, le PADD se fixe comme objectif, de privilégier les formes urbaines intermédiaires favorisant un développement urbain sous formes d'habitations groupées (maison mitoyenne afin de redéfinir le rôle des espaces publics de voirie), structurée par une armature d'espaces publics adaptée au site, aux modes de déplacement publics et doux ;
- Comme pour la famille 1, des densités pourront être majorées pour des opérations de réinvestissement urbain, ainsi que sur des sites relevant d'une forte exigence environnementale et paysagère.

#### **Famille 4 : Tourc'h**

- Pour la commune de Tourc'h, le PADD encourage les formes urbaines moins denses favorisant un développement urbain sous formes d'habitations groupées (maison mitoyenne) ou individuelles, associées à une armature d'espaces publics favorisant les connexions avec le centre bourg, afin de le renforcer ;
- Les densités sur les différentes opérations seront donc les plus faibles du territoire en respectant, une limite basse à fixer dans le DOO.

## Quelle(s) identité(s) architecturale(s) pour le territoire ?

### Les enjeux du territoire

Il existe différentes façons d'envisager une construction neuve aujourd'hui. Selon les aspirations des occupants, mais aussi selon le budget de la construction et l'environnement du projet, la construction projetée pourra se référer soit à une architecture de type traditionnel privilégiant l'aspect local, soit à une architecture contemporaine, rompant à différents degrés avec le style, les volumes ou les matériaux régionaux.

Bien souvent, ce type traditionnel « de référence » correspond davantage à un modèle relativement récent (le modèle « néo-breton » qui a vu le jour dans les années 60-70), lui-même assez éloigné des constructions locales plus anciennes, que ce soit dans les bourgs (maisons de villes) ou en milieu diffus (corps de ferme...).

Le travail réalisé par le territoire sur la filière de l'éco-construction a montré que cette vision de l'habitat traditionnel entraîne l'édiction de règles, notamment dans les PLU, qui peuvent empêcher la réalisation de constructions utilisant des matériaux, des formes ou des savoir-faire nouveaux ou plus anciens qui améliorent la qualité de vie des habitants.

### Cibles pour le territoire :

- **Redéfinir les notions d'identités architecturales** en intégrant les évolutions des matériaux, des savoir-faire de la construction et des progrès technologiques en matière d'économie d'énergie ;
- **Encourager la recherche architecturale innovante**, brisant la monotonie et la banalité de certaines opérations « standards » ;
- **Permettre le développement des éco-constructions** (règlement des PLU).

## La gestion des espaces publics

### Les enjeux du territoire

Le développement extrêmement rapide des villes et la croissance de la L'espace public est le lieu des pratiques de la vie urbaine. A la fois espace de rencontre, de détente et de loisirs marchands ou non, c'est aussi le lieu d'articulation des flux, piétonniers, cyclistes et automobiles. Autrefois, lieux d'ornementation ou de mise en scène de l'urbain, lieux de structuration des développements urbains, les espaces publics ont été progressivement fagocité par une monofonctionnalité dédiée à l'automobile. Aujourd'hui, ces vastes espaces de stationnement ou de circulation altèrent le cadre urbain et l'identité des villes, au détriment de la réflexion urbaine antérieure qui a prévalu à leur réalisation.

### Cibles pour le territoire :

- **Encourager une réflexion sur les espaces publics dans les documents d'urbanisme communaux.**
- **Réaliser des plans de composition urbain pour les futures extensions urbaines à vocation d'habitat et économique** (ex. ZAC ou orientation d'aménagement), s'appuyant sur la définition d'espaces publics structurant à la fonction identifiée (place, cours, parc ...).
- **Encourager une réflexion sur les logiques d'implantation du végétal** qui soient non seulement d'ordre esthétique mais aussi fonctionnel (accompagnement, balisage, gestion de l'eau et de la lumière, ambiance microclimatique, fixation de carbone, production énergétique...).

## Objectif IV.17. Aménager le littoral de façon équilibrée

### Les enjeux du territoire :

« Le territoire littoral est l'objet de multiples enjeux et convoitises. Espace à forte valeur d'échange, c'est aussi un territoire à forte valeur d'usage ».

Afin de préserver et valoriser les grands équilibres territoriaux littoraux, le PADD pose les bases d'une nouvelle stratégie grâce à une application partagée et actualisée de la loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite loi «littoral».

Comme le précise l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme, les SCoT doivent en effet être compatibles avec les dispositions de la loi «littoral» qui figurent aux articles L.146-1 à 9 du même code. Sur le territoire du SCoT, les communes de Concarneau, Trégunc, Névez et Pont-Aven sont concernées par la mise en œuvre de ces dispositions qui s'appliquent pour certaines sur l'ensemble du territoire communal, alors que d'autres concernent uniquement une partie de celui-ci.

### Les cibles pour le territoire :

- **Localiser des « coupures d'urbanisation »**, en application de l'article L.146-2, qui devront être reprises dans les plans locaux d'urbanisme des communes de Concarneau, de Trégunc, de Névez et de Pont-Aven. Ces coupures, qui sont composées d'espaces naturels et/ou agricoles, constituent des espaces de respiration entre les agglomérations, les bourgs et les espaces urbanisés de ces communes ;
- **Définir et localiser les « agglomérations » et les « villages » du territoire**, en application du premier alinéa de l'article L.146-4-I, le SCoT qui sont les seuls espaces urbanisés autour desquels l'urbanisation peut s'étendre. Les notions d'agglomérations et de villages sont définies en s'appuyant notamment sur le critère de «densité significative de construction» posé par la jurisprudence et sur les précisions apportées par la circulaire ministérielle n°2006-31 du 14 mars 2006 relative à l'application de la loi «Littoral».

- **Définir les modalités de délimitation des «Espaces Proches du Rivage» (EPR)**, en application de l'article L.146-4-II, en se basant sur les précisions apportées par la jurisprudence. Ces espaces, qui ne s'étendent généralement pas au-delà de 2000 mètres à partir du rivage, doivent être précisément délimités par les PLU. A cet égard, la méthodologie utilisée dans le PLU de Trégunc pourra utilement être reprise par les autres documents locaux d'urbanisme. Cette méthodologie repose sur les critères d'identification des EPR posés par le juge administratif et repris dans la circulaire ministérielle n°2006-31 du 14 mars 2006 : distance du secteur étudié par rapport à la mer, covisibilité entre le rivage et le secteur étudié, caractère urbanisé ou non urbanisé des espaces séparant le secteur étudié du rivage ;
- **Délimiter les espaces terrestres et marins, les sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, ainsi que les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques** (espaces dits «remarquables»), en application de l'article L.146-6. Le juge administratif considère que ces espaces sont inconstructibles et que seuls les aménagements légers, comme les bâtiments nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces, des parkings indispensables ou certains bâtiments agricoles... (cf. article R.146-2 du code de l'urbanisme) peuvent y être implantés. Un aménagement léger est un aménagement qui permet une réversibilité rapide vers l'état antérieur.
- **Encourager une réflexion inter-SCoT** afin d'assurer une déclinaison cohérente de la loi «littoral» et envisager la réalisation d'un « volet mer » à l'échelle du Pays de Cornouaille. La mise en place prochaine d'une Gestion Intégrée de Zones Côtières (GIZC) concrétisera cette volonté d'une approche à une échelle plus large que la seule prise en compte du périmètre de CCA.

L'ensemble de ces éléments sera précisé dans le DOO.



## Objectif IV.18. Energie et Climat, bâtir un territoire durable

### Lutter contre le changement climatique

#### Les enjeux du territoire :

L'évolution climatique va perturber le fonctionnement des écosystèmes et des productions agricoles, ou encore aggraver les risques d'inondations, les problèmes d'alimentation en eau potable...

L'enjeu pour le SCoT et son territoire est tout d'abord de maîtriser les consommations d'énergies :

- en s'organisant autour de pôles structurants facilement accessibles en transport public ;
- en préconisant de nouvelles formes urbaines ;
- en réhabilitant le parc ancien pour diminuer d'un facteur 4 (Conférence de Rio de Janeiro, 1992) les émissions de carbone et limiter les coûts sociaux liés au fort renchérissement des énergies fossiles.

#### Les cibles pour le territoire

- **Limiter la production de gaz à effet de serre, source de changement climatique** par les pratiques suivantes :
  - Une armature villageoise et urbaine affirmée et polarisée qui préserve la structure agro-environnementale et paysagère et encourage les déplacements doux ;
  - Un système de déplacement repensé pour réduire le poids du déplacement individuel voiture ;
  - Un urbanisme économe des ressources et de l'énergie appuyée sur une Approche Environnementale de l'Urbanisme ;
- **Valoriser les ressources naturelles locales comme nouvelle filière économique** (vitalisation de l'économie locale et limitation des déplacements engendrés par cette valorisation).

### Développer les énergies renouvelables

#### Les enjeux du territoire :

La Bretagne ne produit que 5% de l'électricité qu'elle consomme. Toutefois, il existe un potentiel intéressant pour la production d'énergies renouvelables autour de :

- **l'éolien** (schéma éolien validé par CCA) ;
- **le solaire**, pour la production d'électricité ou d'ECS<sup>7</sup> ;
- **le bois énergie et la méthanisation** pour la valorisation des sous-produits de l'agriculture.

#### Les cibles pour le territoire :

Dans le cadre des objectifs nationaux, à l'horizon 2020, 20% de l'énergie consommée sur le territoire du SCoT, devra être produite localement et être d'origine renouvelable :

- **Identifier les secteurs intéressants pour l'étude de faisabilité de parcs éolien ;**
- **Développer la filière bois-énergie.** Il s'agira dans le Document d'Orientations Générales de préciser le potentiel du gisement, les différents outils à mettre en place et la capacité d'alimentation des équipements structurants ;
- **Encourager les initiatives individuelles et collectives de production et d'alimentation en énergie renouvelable**, notamment par la promotion des techniques de productions d'énergies solaires et marines ;
- **Développer les centres de traitement haute technologie sur le territoire.** La mise en œuvre de nouvelles filières de recyclage : « les matières premières secondaires », la création d'activité liée aux traitements performants et « high tech » des déchets, la mise en place de parcs d'activités écologiques mutualisant les ressources et valorisant les déchets interentreprises...

---

<sup>7</sup> Eau Chaude Sanitaire

## **Objectif IV.19. Mettre en valeur les ressources du territoire...**

### **... en favorisant une agriculture respectueuse de l'environnement**

#### **Les enjeux du territoire :**

L'enjeu pour le SCoT est de constituer des espaces agricoles « durables »<sup>8</sup>, c'est-à-dire qui correspondent au maintien d'un équilibre entre les espaces urbains et les espaces à vocation agricole, notamment les espaces « sous pression » sur le littoral ou au contact des espaces urbanisés.

Il s'agit aussi de se fixer des objectifs communs pour tous les documents d'urbanisme communaux en matière d'agriculture et notamment de favoriser une agriculture respectueuse de l'environnement et des paysages

#### **Les cibles pour le territoire :**

- **Encourager des pratiques agricoles durables** (agriculture raisonnée, agriculture biologique...). Le territoire du SCoT ne se situe pas dans des zones d'excédents structurels (ZES) ou en zones d'actions complémentaires (ZAC) qui font l'objet d'actions spécifiques. Cependant, la qualité médiocre des eaux superficielles en raison de leur teneur en nitrate incite à encourager les formes d'agriculture les plus durables ;
- **Favoriser la gestion économe des espaces agricoles à long terme**, par une recherche constante en matière de réinvestissement urbain, associé à une limitation des extensions et étirement de l'habitat le long des voies ;
- **Freiner les phénomènes de spéculation foncière sur les terres agricoles**, par une action conjointe des collectivités et de la SAFER ;

- **Préserver le maillage bocager** et le reconstituer dans les secteurs concernés ;
- **Entretien des zones agricoles présentant un intérêt paysager ;**
- **Développer des boisements sur la frange littorale.** Un projet de développement économique et social (production de bois-énergie, création d'emplois spécifiques, création d'espaces de loisirs de proximité) peut être étudié.
- **Lutter contre le développement des algues vertes** par des campagnes de sensibilisation et la mise en œuvre de chartes de bonne conduite auprès des professionnels. Le SCoT intègre les engagements nationaux en matière d'usage respectueux pour l'environnement des produits phytosanitaires. La mise en place du « plan algues vertes », s'est déjà traduite par un centre de traitement sur le territoire voisin de Fouesnant.

### **... avec une plus grande cohérence des politiques de l'eau**

#### **Les enjeux du territoire :**

La Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 impose à l'horizon 2015, avec obligation de résultats, l'atteinte du bon état écologique des eaux de surface, côtières et de transition.

Dans le but d'atteindre cet objectif, le territoire du SCoT avec ses territoires voisins a mis en œuvre des programmes de gestion de la quantité ou d'amélioration de la qualité de l'eau : le SAGE de l'Odét (Elliant, Saint-Yvi, Rosporden et Tourc'h), le Contrat Territorial de l'Odét à l'Aven (Concarneau, Saint-Yvi, Melgven, Rosporden, Trégunc, Névez et Pont-Aven) et le Contrat Territorial de l'Aven, du Belon, et du Merrien (Tourc'h, Rosporden, Melgven, Pont-Aven et Névez).

#### **Les cibles pour le territoire :**

- **Réaliser un SAGE couvrant l'ensemble du territoire et permettant d'identifier les outils nécessaires à la bonne gestion quantitative et qualitative de l'eau.**

<sup>8</sup> SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération – Diagnostic Prospectif Agricole – Octobre 2008 - CITADIA

### *... en améliorant la gestion quantitative de l'eau*

#### **Les enjeux du territoire :**

La variabilité des débits des principales rivières peut conduire à des inondations par débordement de rivière et des étiages sévères. Ces périodes d'étiage peuvent compromettre sérieusement les usages biologiques de l'eau (vie piscicole...) et l'alimentation en eau potable.

L'enjeu pour le territoire est de mettre en place des politiques volontaristes dans les documents de planification (SCoT, PLU) dans ce domaine en lien avec les syndicats de gestion de l'eau.

La ressource en eau constitue un enjeu majeur dans la définition des capacités d'accueil de population vivant à l'année mais aussi pour l'accueil de population estivale.

#### **Les cibles pour le territoire :**

- **Lutter contre les consommations excessives et les pertes sur le réseau** en initiant des études communales d'économie de la ressource en eau (études sur les écoulements, réflexion sur l'urbanisation, récupération des eaux de pluie...);
- **Renforcer les interconnexions ;**
- **Soutenir les débits d'étiage**

### *... en améliorant la gestion qualitative de l'eau*

#### **Les enjeux du territoire :**

Les eaux superficielles sont dégradées par les nitrates, phosphates et matières organiques. Ces pollutions sont essentiellement d'origines urbaines et agricoles. Associées à des périodes d'étiage importantes, elles peuvent compromettre les usages biologiques de l'eau, l'alimentation en eau potable mais aussi ses usages économiques (conchyliculture...) et récréatifs (baignades, pêche à pied...).

Le phénomène de « marée verte » peut constituer à terme, s'il n'est pas contenu, un frein sérieux au développement du territoire

#### **Les cibles pour le territoire :**

- **Maintenir une qualité des eaux de surfaces propre à satisfaire ses principaux usages**, en améliorant les incidences de l'assainissement (individuel et collectif), en aidant le milieu agricole à limiter l'impact de ses pollutions (préservation du bocage, limitation des intrants...) et en limitant l'utilisation des produits phytosanitaires dans l'entretien des espaces verts publics et privés. Ces enjeux doivent permettre d'assurer une alimentation de qualité, en quantité et de limiter la prolifération des algues vertes ;
- **Sécuriser les sites de captages d'eau potable et localiser des ressources secours.** Certains captages du territoire ont un défaut de sécurisation (absence de périmètre de protection de captage notamment), qui pourrait en cas d'évènement accidentel sur l'une des ressources, rendre l'alimentation de certaines communes difficile ;
- **Fixer des orientations en matière de gestion écologique des eaux pluviales** par des aménagements et des règles de constructions qui se traduisent par la récupération des eaux de pluie et par un écoulement plus lent ;
- **Sensibiliser les acteurs et les usagers pour adapter, voire réduire leur consommation d'eau.**

### *... en identifiant et protégeant les zones humides à l'échelle communale (PLU)*

#### **Les enjeux du territoire :**

L'ensemble des zones humides participe à la bonne qualité générale de la biodiversité et du cadre de vie du territoire. Le territoire de CCA reprend donc les objectifs du SDAGE du bassin Loire Bretagne qui préconise un inventaire et une protection des zones humides selon des cahiers des charges précis et une démarche concertée.

#### Les cibles pour le territoire :

- Finaliser les inventaires des zones humides à l'échelle intercommunale et les retranscrire dans les documents d'urbanisme communaux ;
- Valoriser les zones humides situées dans l'emprise des projets ou zonages urbains assurant une fonction de « poumons verts » (trame verte et bleue) ou pouvant être rendues à l'agriculture (lorsque leur surface et leur accessibilité le permettent) ;
- Valoriser les zones humides situées dans les espaces agro-naturels par des pratiques adaptées à leur nature et à leurs objectifs de gestion (pâturage, fauche...).

#### *... en limitant et en traitant localement les déchets*

##### Les enjeux du territoire :

Le territoire doit s'inscrire dans la politique initiée par le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers du département du Finistère (PDEDMA). Ce plan vise pour la période 2008-2018 à réduire la part des déchets stockés ou incinérés par habitant : l'objectif est de passer de 220 kg/hab en 2005 à 196 kg/hab en 2013 puis 165 ou 162 kg/hab en 2018 selon les scénarios.

Par ailleurs, les coûts économiques, énergétiques et environnementaux de la gestion actuelle des ordures ménagères posent la question de la durabilité du système.

Enfin, le Finistère ne dispose pas d'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Aussi, les déchets ultimes sont acheminés en dehors de son territoire. Afin de réduire les distances de transports des déchets, le plan départemental d'élimination des déchets ménagers prévoyait la création d'au moins deux ISDND sur son territoire. Le PDEDMA 2008-2018 reprend cet objectif, afin que le Sud Finistère dispose de son propre ISDND, en respect de la réglementation et pour des objectifs de fonctionnalité et de coût<sup>9</sup>. Cette question concerne le territoire.

<sup>9</sup> Le surcoût de fonctionnement (transport, TGAP) lié à l'absence d'ISDND dans le département est estimé en environ 19 M€/an.

#### Les cibles pour le territoire :

- Limiter au maximum les quantités de déchets produites, notamment par la mise en place d'actions de prévention ;
- S'inscrire dans la nouvelle dynamique créée par le Grenelle de l'Environnement qui prévoit en particulier :
  - le traitement prioritaire des déchets par la valorisation énergétique avec une réduction de 15 % d'ici 2012 des quantités de déchets éliminées par incinération ou stockage ;
  - l'augmentation du recyclage des matières organiques ;
  - la limitation des capacités d'enfouissement pour favoriser le recyclage ;
  - l'obligation de procéder à un tri sélectif pour les producteurs ou détenteurs de quantités notables de matières organiques (restaurants, cantines et marchés...) en vue d'une valorisation favorisant le retour à la terre et évitant la mise en décharge ou l'incinération ;
- Assurer une gestion locale et performante des déchets produits en définissant le type d'unité de traitement des ordures ménagères et le(s) lieu(x) le(s) plus adéquat(s) pour ne plus exporter hors du territoire les déchets produits<sup>10</sup> ;
- Au-delà des ordures ménagères, il s'agit de favoriser le développement des filières économiques locales et performantes utilisant les voies d'avenir multiples qui existent dans le domaine du recyclage (recyclage du plastique, récupération-valorisation des déchets de bois, recyclage des déchets électriques et électroniques...).

<sup>10</sup> Il s'agit de mieux valoriser le gisement déchet de CCA. La question à poser concerne le lieu d'implantation de « l'ISDND » prévue dans le Sud Finistère (ISDN = Installation de stockage de déchets non dangereux)

*... en préservant une filière d'alimentation en matériaux du sous-sol*

**Les enjeux du territoire :** Plusieurs types de matériaux (tourbe, granulats) sont encore exploités en carrières sur le territoire, et constituent une ressource naturelle locale. Afin de répondre aux besoins du territoire, il est nécessaire de maintenir l'activité (notamment pour limiter le transport de matériaux et rendre le système plus durable).

Toutefois, certaines ressources sont presque épuisées ou ne pourront plus durablement être exploitées pour des raisons environnementales.

Au vu des projets de développement urbain du territoire (bâtiments, infrastructures, densification de parcs d'activités,...), il y a un intérêt économique et écologique à encourager l'approvisionnement local en granulats.

**Les cibles pour le territoire :**

- Pérenniser l'alimentation en granulat sur le territoire (site de Kerhoantec à Elliant) ;
- Limiter les risques et nuisances liées à l'exploitation de la carrière sur les habitations et sur l'environnement ;
- S'assurer de la reconversion des sites et des espaces qui ne sont plus exploités (aménagement paysager, mise en eau, retour de l'agriculture).



## **Objectif IV.20. Gérer les risques naturels et technologiques.**

### **Les risques naturels**

#### **Les enjeux du territoire :**

Le territoire du SCoT est soumis aux risques naturels, aux premiers rangs desquels on trouve le risque d'inondation par débordement de rivière (notamment l'Aven à Rosporden et Pont Aven), le risque tempête et le risque feu de forêt. Des PPRI<sup>11</sup> et des DCS ont été mis en place au niveau des communes concernées.

Les phénomènes à l'origine de l'aggravation des crues sont l'aménagement des bassins versants, l'urbanisation et certaines pratiques agricoles (drainages, régression du bocage et des zones humides...). Ces facteurs entraînent une augmentation sensible de la vitesse de montée des eaux, à l'exception du niveau et de la vitesse de l'onde de crue.

#### **Les cibles pour le territoire :**

- Réaliser un SAGE permettant de prendre en compte les problématiques d'inondation ;
- Maîtriser les risques par une implantation raisonnée des zones d'habitat, en lien avec les zones touchées par les risques, notamment ceux liés aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer ;
- Maintenir le maillage du bocage et des zones humides jouant un rôle dans la réduction des risques naturels.

### **Les risques technologiques**

#### **Les enjeux du territoire :**

Le territoire est également soumis aux risques technologiques, aux premiers rangs desquels on retrouve :

- le transport de matières dangereuses (RD 783 et RD 70, RN 165, voies ferrées...),
- le risque SEVESO (l'entreprise Coopagri Bretagne à Concarneau et l'entreprise Mc Bride à Rosporden)

#### **Les cibles pour le territoire :**

- Maîtriser l'accueil des implantations des zones accueillant des activités à risque.

<sup>11</sup> Plan de Prévention au Risque Inondation

